

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 62 – novembre 2019-janvier 2020

16^e année

Prix libre





Nucléaire : faillite de Westinghouse

AU PRINTEMPS de l'année 2019, l'une des principales multinationales nucléaires, Westinghouse, basée aux USA, a été déclarée en faillite. Outre la gestion du « parc » américain, cette firme produisait également la moitié du combustible nucléaire utilisé dans le monde.

Cette nouvelle, peu relayée dans les grands médias, doit être mise en relation avec la quasi-faillite de l'équivalent français de Westinghouse, Areva, évitée de justesse grâce aux nombreuses interventions de l'État (Areva devenue Orano, projet Hercule, etc.).

Ces événements s'expliquent notamment par l'impossibilité où se sont trouvés les deux géants du nucléaire de mener à terme la construction de nouveaux réacteurs dans des conditions économiques tolérables pour leurs bailleurs de fonds. Et ils se sont trouvés dans cette impossibilité notamment parce que ces nouveaux réacteurs ont des exigences de sécurité théoriquement plus importantes qu'auparavant, suite à la catastrophe de Fukushima. À la différence de l'État français, les Américains n'ont plus voulu payer, d'où la faillite.

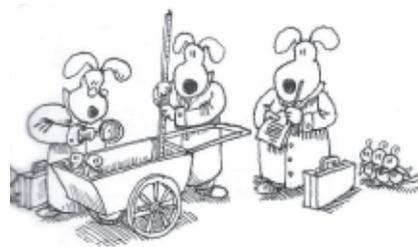
L'Asie reste donc, notamment avec la Chine, la seule région du monde avec des ambitions nucléaires sérieuses.

L'hypothèse d'une relance massive du nucléaire à l'échelle mondiale est donc de plus en plus improbable. En France aussi, à supposer que l'appel d'offres, qu'EDF vient de publier au *Journal officiel* de la Commission européenne pour « la réalisation du génie civil principal d'une paire d'unités de production d'électricité de type EPR 2 en France », ne soit qu'un coup de bluff commercial pour se redorer le blason.

De toutes façons, même si nous pouvons échapper au cauchemar d'un renouvellement du parc nucléaire français, les dirigeants vont continuer à faire fonctionner les centrales existantes « le plus longtemps possible », c'est-à-dire jusqu'à... un accident majeur en France.

Est-il besoin de redire encore que le développement ou non du renouvelable n'aura absolument aucun impact sur la poursuite de la production nucléaire (voir *Creuse-Citron*, n° 58 et 59) ?

CÉDRIC



Avis aux maraîcher(e)s

*Mise au point sur les normes
et contrôles en maraîchage*

Plusieurs contrôles de la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt ont eu lieu en Haute-Vienne. La Creuse commence actuellement à se faire contrôler.

A priori les points de contrôle vont de la récolte à la vente. Comment vous récoltez, l'état de vos brouettes ou de vos cagettes (le bois n'étant autorisé que s'il y a du papier au fond !), la qualité de l'eau avec laquelle vous lavez vos légumes et le chemin de vos légumes du jardin au stockage.

Une maraîchère de Creuse travaille à écrire un petit guide avec un résumé des textes de loi, il sera bientôt disponible. Elle souhaiterait savoir où les contrôles ont lieu et si des personnes se sentent en difficulté, afin qu'elles puissent trouver du soutien.

Des mises en demeure pour des brouettes rouillées ou des cagettes ont été envoyées en Haute-Vienne. Cela pourrait prêter à rire dans un bouquin mais, en réalité, ces courriers sont très sérieux, et sont rédigés pour mettre la pression sur les plus petits d'entre nous.

N'hésitez pas à en parler entre vous et échanger avec les maraîcher(e)s.

Des contrôles similaires, liés au « paquet hygiène » (règlement CE n° 852/2004), ont eu lieu en Saône-et-Loire en 2013 et 2014. Un début de réaction collective avait d'abord été envisagé par les adhérents de deux syndicats locaux. Finalement, une délégation de la Conf 71 est allée rencontrer les agents de la DRAF et n'a évidemment obtenu aucune concession.

Nous n'avons pas connaissance de sanctions suite aux courriers de mise en demeure. Mais en l'absence de rapport de force, ces sursis restent des menaces pesantes sur les petites fermes.

HORS-NORME, JUIN 2019

Un syndicat pour la Montagne limousine

Alors que la dégradation continue de notre quotidien s'accroît, comment accentuer nos efforts pour reprendre la main sur le cours de nos vies, et, par la force des choses, sur les affaires publiques ?

À une échelle locale, la création d'un syndicat de la Montagne limousine, visant à fédérer des initiatives éparées, apporte à cette question une réponse assez consistante. « *Nous ne voulons plus être les éternels spectateurs d'un monde qui n'en finit pas de s'effondrer. Aucun gouvernement n'apportera plus de solution. Il est temps de porter nos espoirs et nos forces ailleurs. La Montagne limousine, où nous vivons, est l'échelle adéquate pour nous saisir d'un certain nombre de problèmes essentiels qui, sans cela, font naître un grand sentiment d'impuissance.* »*

En gestation depuis 2014, via le Comité Montagne (assemblées de réflexions et de propositions pour le territoire) et les fêtes du même nom, ce syndicat se veut ouvert « à toutes et tous les habitants qui le souhaitent, en lien avec tous les mouvements de par le monde qui œuvrent dans ce sens. »

Il s'appuie sur différents groupes de travail existants : agriculture, eau, logement mais aussi entraide juridique ou psychologique (accompagnement de personnes en difficulté) et accueil des exilés. Si on peut s'étonner de ne pas voir apparaître de groupe à propos de la forêt, on ne peut que trouver réjouissantes des perspectives comme « *la mise en œuvre d'un droit d'asile local* », « *l'accès à la terre et au logement pour toutes et tous* », la volonté de « *s'organiser face aux violences de l'économie et de l'arbitraire administratif* » ou encore « *relocaliser l'usage des ressources (eau, énergie, alimentation...)* ». »

Après l'assemblée constitutive du 3 novembre, des actions sont prévues avec les gilets jaunes du coin, ainsi que des temps d'assemblée et de chantier collectif tout au long de l'année...

*les passages cités sont extraits du document de présentation du syndicat. Plus d'information sur le site : syndicat-montagne@ilico.org.



Compteurs Linky

À L'INITIATIVE de quelques habitants, et avec l'aide de Stop-Linky-23, une réunion d'information s'est tenue à Saint-Georges-La-Pouge le 10 octobre avec une soixantaine de participants.

À l'issue de cette réunion, il a été décidé d'organiser un refus collectif des compteurs Linky, en s'inspirant de la méthode déjà employée à Saint-Silvain-sous-Toulx (voir *Creuse-Citron* n° 60).

Envoi sous recommandé aux différentes instances concernées (ENEDIS, le sous-traitant OTI France, le Syndicat départemental de l'électricité de Creuse, le conseil municipal) d'une lettre collective contresignée par tous, accompagnée sous le même pli par l'ensemble des lettres individuelles de refus.

Il a également été décidé de se soutenir entre voisins pour faire respecter les refus devant des poseurs de compteurs trop zélés.

Une quarantaine de foyers se sont mis d'accord sur cette méthode (ce qui n'est pas négligeable pour un bourg de 300 habitants) trouvant que c'était facile à faire, plus efficace et plus significatif « politiquement » que d'envoyer chacun de manière isolée une lettre de refus.

On ne peut qu'encourager les habitants d'autres communes à en faire autant.

Éoliennes

LES COLLECTIFS France Nature Environnement et Alerte éoliennes 23 ont mené une recension des projets éoliens dans notre département.

Les chiffres atteints en octobre 2019 font froid dans le dos : 27 parcs éoliens sur plus de 40 communes, répartis ainsi : 25 machines en exploitation, 27 autorisées ou en construction, 34 en instruction à la préfecture, 73 à un stade d'étude moins avancé.

Soit un total provisoire de 159 machines (carte et liste des projets sont disponibles auprès de FNE23, Alerte-éoliennes 23 et Stop-mines 23).

Chacune de ces machines coûte à peu près 3 millions d'euros. Nous sommes donc en face d'un investissement industriel, dans notre département, de... 480 millions d'euros (hors investissements publics pour les lignes très haute tension, les transformateurs, etc.).

De tels chiffres devraient suffire à faire comprendre, à n'importe qui de censé et de bonne foi, que l'avenir de notre région, et de la vie qu'il sera possible d'y

mener, se joue aujourd'hui avec l'éolien industriel.

Il n'est pas encore trop tard pour qu'une opposition digne de ce nom, coordonnée à l'échelle du département, se constitue et se manifeste. L'exemple du projet de mine d'or de Villeranges, ou même des compteurs Linky, montre que l'on ne part pas nécessairement battu : il est possible de remporter des victoires... à condition de livrer bataille.

Les mois qui viennent, avec l'augmentation rapide du nombre de projets, et aussi avec la proximité des municipales, vont sans doute être décisifs.



On sait que les municipalités disposent d'un moyen de blocage au début des projets, en refusant d'octroyer le permis de construire pour le mât de mesure des vents, préalable légalement obligatoire pour tout projet éolien. Mais seuls les habitants peuvent les forcer à en user, ce qu'ils ne font pour l'instant que très rarement.

En tout cas ceux qui refusent d'assister passivement au saccage doivent se rencontrer pour s'organiser, maintenant. Il n'est plus temps de se cacher derrière des hésitations ou tel ou tel alibi pseudo-écologique aberrant.

Notons plusieurs rendez-vous : la réunion de présentation de France Nature Environnement 23 au Fabuleux Destin à Aubusson, le 14 novembre à 20 heures ; la réunion-débat « Dans quel pays voulons-nous vivre – contre les projets nuisibles » au même endroit le 29 novembre à 20 heures.

Une manifestation contre les éoliennes, à l'appel de l'ensemble des collectifs, aura lieu à Guéret, un samedi de décembre.

CÉDRIC

Le Très Haut Débit : Boîte de Pandore ou tarte à la crème ?

La fibre optique continue d'être déployée en Creuse, dans les secteurs de Crocq et Mourioux-Vieilleville. L'ensemble du Limousin doit être connecté au « Très Haut Débit » d'ici 2025 au plus tard. Un chantier estimé à plus de 200 millions d'euros. Mais pourquoi est-il si urgent de connecter tous les foyers ? Alors que les décideurs rabâchent qu'il s'agit d'une nécessité absolue pour suivre ce « progrès qu'on n'arrête pas », nous avons choisi de publier le texte d'un voisin de Haute-Corrèze, pour qui « la généralisation du numérique à très haut débit est le seul moyen d'achever de faire passer notre société au stade où il sera possible de supprimer tous les services, tous les guichets, toutes les agences locales, ainsi que la monnaie réelle et le sens des transactions concrètes... »

Tous les habitants de la Haute-Corrèze (mais aussi, peut-être, d'autres régions de France et de Navarre classées parmi « les zones les moins bien desservies actuellement ») ont dû, comme nous, recevoir ces jours derniers un courrier de la société *Axione*, filiale poétiquement bleutée de *Bouygues Énergies & Services*, les informant que ladite société (ou, ailleurs, une autre du même style) avait été mandatée par le *Syndicat mixte numérique Dorsal* (ou par un autre organisme du même genre) pour « réaliser les travaux de construction [du] futur réseau public très haut débit par fibre optique » que le Conseil général « a décidé, lors de sa séance plénière du 8 juillet 2016, de mettre en place [...] partout et pour tous, en commençant par les zones les moins bien desservies ». Il s'agit, précise le courrier, d'un projet cofinancé par « l'État, la Région, la Communauté de Communes et l'Europe » et qui s'inscrit dans « un programme ambitieux d'aménagement numérique du territoire dénommé 100 % fibre 2021 » dont « l'objectif est de permettre à 100 % des logements et locaux professionnels corréziens de pouvoir disposer de services d'accès numériques performants à très haut débit d'ici 2021 au plus tard ».

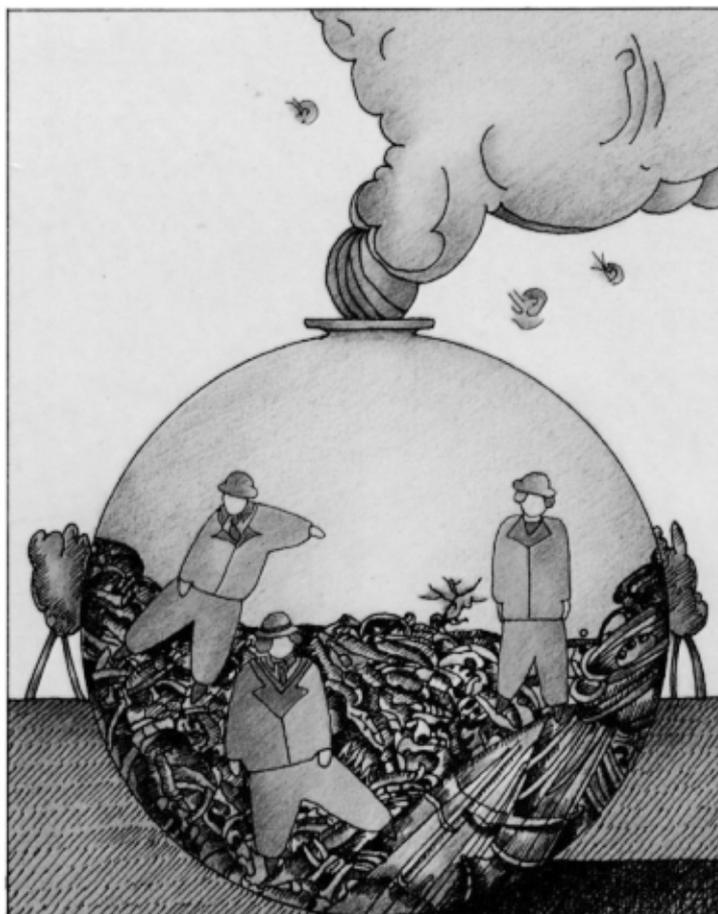
Qu'on nous pardonne ces citations d'un texte aussi marqué au coin du style de la communication commercialo-administrative en vogue de nos jours (surtout quand il s'agit de faire prendre aux usagers des vessies pour des lanternes), mais il fallait bien commencer par souligner le côté risible d'une opération qui veut manifestement à tout prix se donner pour un acte

de politique économique historique, osé et original, alors même qu'elle ne fait qu'entrer dans un courant général d'innovation permanente dont elle n'est que la triste et dérisoire queue de file (ou de poisson). Comme le rappelaient très justement Philippe Bihouix et Karine Mauvilly, dans un livre¹ qu'il est urgent de lire si on ne l'a pas encore fait : « la société tout entière est entraînée, à l'échelle planétaire, dans cette accélération exponentielle – car c'en est une – sans avoir le temps de la questionner, ni de trier dans un héritage culturel de toute façon balayé en l'espace de quelques années, une génération tout au plus². » La question se pose pourtant bien de savoir à quelle urgence répond une telle précipitation, surtout si l'on songe que, partout et pour tous, d'autres problèmes véritablement cruciaux, comme celui de l'eau potable, se font de plus en plus pressants. N'a-t-on pas vu récemment la municipalité d'Égletons avertir ses administrés du risque de pénurie où se trouvait la collectivité du fait de la baisse inquiétante du niveau des nappes phréatiques à la fin du mois d'octobre ? Problème de débit, certes, mais auquel le haut débit ne changera assurément rien, qu'il nous soit distribué par Bouygues ou par la Lyonnaise des Eaux.

En revanche, les conséquences à la fois sociales et environnementales de la numérisation sont d'ores et déjà perceptibles, et il n'est pas interdit de les considérer comme catastrophiques, en dépit de l'apparence habilement entretenue de son caractère *dématérialisé* et par conséquent *écologique*. Sans parler du désastre que constitue l'abattage systématique des

arbres situés à proximité des voies de passage des lignes réservées à la fibre optique, il faut prendre très au sérieux le fait que « l'économie numérique n'est en rien dématérialisée » ; outre qu'elle s'appuie sur des objets tout ce qu'il y a de plus matériels, comme les terminaux (tablettes, téléphones, ordinateurs), « il ne faut pas oublier l'ensemble des équipements et des infrastructures nécessaires au fonctionnement du système : millions de serveurs locaux, de bornes pour le wifi, d'antennes-relais et d'équipements de transmission [...], de répartiteurs ; centaines de milliers de répéteurs et de routeurs ; milliers de câbles terrestres et sous-marins, de satellites, pour le transport de données ; serveurs et disques durs dans des milliers de centres de données (data centers) pour leur stockage... ». Et l'impact environnemental est immense : c'est « un désastre écologique à tous les stades [...] : l'extraction des matières premières, la fabrication, la consommation énergétique, la mise au rebut ou le recyclage³ ».

Les auteurs du *Désastre de l'École numérique* insistent particulièrement, quant à eux, sur l'inquiétante montée des effets sanitaires de l'emploi des écrans et autres joujoux numériques sur la vue, l'ouïe, les facultés d'attention et de concentration, le sommeil, etc., effets qui ont nécessairement un impact catastrophique sur la qualité du travail scolaire et les conditions d'apprentissage et d'enseignement. Mais comment n'être pas sensible aussi au fait qu'en dehors de l'école, de plus en plus de foyers voient leur vie quotidienne perturbée par des « outils » qui, sous prétexte de favoriser l'autono-



Dessin de SYLVIE SAULNIER, illustrant la couverture de *L'Empire du non-sens* de Jacques Ellul, Presses Universitaires de France, 1980.

mie des individus, rendent les relations humaines de plus en plus artificielles, superficielles et compliquées ? Faut-il souhaiter pour la Haute-Corrèze le même niveau d'incivilité qu'on relève dans les Alpes-Maritimes ou dans la région parisienne ? Il n'est pas impossible d'y parvenir, après tout, surtout si nous perdons, à force de ne plus communiquer que par Internet, toutes les habitudes qui nous faisaient considérer la rencontre avec l'autre comme le passage obligé de toute véritable relation. Il n'est que de voir comment se sont développées, au sein des entreprises, des groupes, des clubs ou associations, les pratiques de harcèlement, de lynchage psychologique et de discrimination, que favorise si évidemment la possibilité de faire passer à tous les membres d'un réseau, d'un simple clic, un message humiliant ou une fausse information. Si la numérisation n'est en rien une « dématérialisation », elle conduit bel et bien à la déréalisation la plus complète des échanges sociaux. Quant à l'équilibre psychique de l'individu, qu'en restera-t-il quand tous les foyers, ayant intégré pleinement Internet

dans leur fonctionnement quotidien, n'auront plus aucun moyen de s'assurer que les enfants n'auront pas accès, entre autres choses, aux sites les plus pervers ?

La question demeure, toutefois : pourquoi est-il si urgent de permettre à tous les foyers de bénéficier du très haut débit ? Tout se passe comme s'il s'agissait d'une fatalité : le train de l'avenir passe par là, il faut le prendre si la Haute-Corrèze ne veut pas demeurer un pays d'arriérés débiles. C'est gentil pour ceux qui nous ont précédés, mais que nous répondra-t-on si nous répondons que c'est précisément parce que ce coin de France est resté un peu à l'écart des voies desservies par *ce train-là* que nous nous y plaisons, que nous répliquera-t-on ? La réponse est évidente : la généralisation du numérique à très haut débit est le seul moyen d'achever de faire passer notre société au stade où il sera possible de supprimer tous les services, tous les guichets, toutes les agences locales, ainsi que la monnaie réelle et le sens des transactions concrètes, et d'instituer un mode d'administration totalement unilatéral

dans lequel le travailleur comme le fonctionnaire, l'utilisateur, l'administré et le citoyen lui-même ne seront que les opérateurs d'un système, démunis de tout moyen de contestation et de résistance, absolument obligés de souscrire à ce que les plateformes lui proposeront, selon les procédures mises en place – bref une société à sens unique, où la fiction des serveurs à choix multiples ne fera que masquer l'absence totale de choix : ce que Jacques Ellul appelait le « système technicien⁴ ». Et il appelait *terrorisme*⁵ l'opération par laquelle, en faisant croire que la société ne peut évoluer que dans ce sens, on s'efforçait de rendre cette évolution irréversible.

Reste à déterminer clairement *qui* est à la commande de ce processus. Les signataires du courrier d'Axione prennent bien soin de souligner qu'ils n'agissent que sur commande du Conseil général, lequel, de son côté, prétend s'inscrire dans un cadre plus général fixé par l'État. On ne manquera pas, au-delà, de trouver une directive européenne, ou plusieurs, prolongeant les politiques engagées

depuis plusieurs décennies et qui visent à intégrer le développement des Régions dans le cadre du marché européen, ce qui revient à créer artificiellement un véritable espace communautaire, entièrement transparent à lui-même et susceptible de favoriser des échanges économiques absolument fluides, dans lequel, évidemment, les anciens cadres administratifs de l'État-Nation n'ont plus aucune raison d'être. De même, l'ensemble des services publics dits de proximité constituent, du point de vue de cette dynamique, de véritables obstacles à une croissance économique qui, de plus en plus clairement, s'alimente dans le domaine des services autrefois dévolus à l'État : transports, communications, gestion et distribution des ressources et des énergies, auxquels il convient d'ajouter désormais tout ce qui relève de l'aménagement du territoire.

Mais pourquoi pas aussi le *management* des capacités humaines, culturelles ou autres, et la *participation citoyenne* au sein des nouvelles Communautés de Communes, tellement élargies qu'elles n'ont plus aucun rapport avec ce qui, localement, rendait les habitants d'une commune ou d'un canton solidaires les uns des autres ? Pourquoi pas aussi l'Éducation et la Santé ? Pourquoi tout cela ne pourrait-il pas faire l'objet, comme c'est le cas pour l'eau, d'une délégation de service, c'est-à-dire d'une véritable exploitation commerciale, plus ou moins bien subordonnée à des missions de service public ? C'est bien cela en tout cas que rendra possible la numérisation du territoire, pour laquelle il est si urgent de permettre « l'accès partout et pour tous » du très haut débit, et il est bien significatif que ce soient les mêmes sociétés, Bouygues, Lyonnaise des Eaux, Veolia, Vinci, qui ont depuis longtemps investi tout le secteur des énergies et des ressources ainsi que celui des transports, qu'on voit à présent investir dans ce marché prometteur, d'autant plus prometteur que, dépendant totalement des nouvelles techniques de communication, c'est-à-dire d'un domaine technique en perpétuelle évolution du fait de l'innovation et de la concurrence, il se trouvera soumis plus qu'un autre au phénomène bien décrit par Serge Latouche de *l'obsolescence programmée*. Ainsi, non seulement se trouvera abolie toute frontière entre ce qu'on appelle le public et le privé, mais encore tout ce qui constitue notre cadre d'existence collective se trouvera-t-il soumis à une logique étrangère à toute forme de géographie et de sociologie :

une logique à la fois technicienne et marchande, qui fera du changement et de l'évolution les moteurs principaux du développement économique et social – bref, l'obsolescence programmée du territoire.

Cela peut-il être ce que nous voulons ? Mais qui, nous ? Gilets jaunes, verts, bleus ou rouges, peu importe, à vrai dire. Il est surtout urgent que nous apprenions à nous reconnaître solidaires les uns des autres, dans une forme d'existence qui pourrait bien avoir à se conjuguer sur le mode de la *résistance*, selon un mot d'Ellul (« Exister, c'est résister. ») que nous voulons citer pour finir :

« Cette société est fatale, donc préparons les jeunes à entrer dans cette société, à y trouver une place, un emploi. Tel est le raisonnement du terrorisme, avon-nous dit. Or, ce que l'on n'a pas l'air de

considérer une seconde, c'est la certitude suivante : cette société n'est pas fatale, elle n'est pas même probable. Mais en préparant tous les hommes à y entrer, en ne leur donnant comme seul objectif que d'être compétents pour cette société, en créant chez eux le besoin frénétique de travailler sur du technique, en les imbibant de connaissances et de pratiques cohérentes à cette société, nous rendons celle-ci de plus en plus probable. Ce qui finira par la rendre fatale, ce n'est ni le développement de la science et de la technique, ni les besoins de l'économie, mais le modelage des individus qui ne pourront exercer d'autre métier et ne se trouveront à l'aise dans aucune autre société. Ce qui rend la techno-science fatale, c'est votre croyance qu'elle l'est, votre gloriole pseudo-prévisionniste et la confirmation de l'homme que vous êtes en train de réaliser⁶. »

EDOUARD SCHAELECHLI

1. *Le Désastre de l'école numérique*, Le Seuil, 2016.
2. Opus cité, p. 19.
3. Ibidem, p. 89.
4. *Le Système technicien*, Calmann-Lévy, p. 197.
5. *Le Bluff technologique*, Librairie Arthème Fayard/Pluriel, 2010.
6. *Le Bluff technologique*, ibidem (1988 pour l'édition originale), p. 712.

Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, 1988, pp. 62-63

« PERSONNE n'a pris le commandement du système technicien pour arriver à un ordre social et humain correspondant. Les choses se sont faites, "par la force des choses", parce que la prolifération des techniques médiatisée par les médias, par la communication, par l'universalisation des images, par le discours humain (changé), a fini par déborder tous les obstacles antérieurs, par les intégrer progressivement dans le processus lui-même, par encercler les points de résistance qui ont pour tendance de fondre, et cela sans qu'il y ait de réaction hostile ou de refus de la part de l'humain parce que tout ce qui lui est dorénavant proposé d'une part dépasse infiniment toutes ses capacités de résistance (dans la mesure où il ne comprend pas, le plus souvent, de quoi il s'agit), d'autre part est dorénavant muni d'une telle force de conviction et d'évidence que l'on ne voit pas au nom de quoi on s'opposerait. S'opposer

d'ailleurs à quoi ? On ne sait plus, car le discours de captation, l'encercllement, ne contient aucune allusion à la moindre adaptation nécessaire de l'homme aux techniques nouvelles. Tout se passe comme si celles-ci étaient de l'ordre du spectacle, offert gratuitement à une foule heureuse et sans problème.

Cet encercllement de l'évidence s'effectue par des voies et des voix innombrables, mais il n'est possible que, précisément, par le prodigieux développement des techniques modernes qui, en étant plus puissantes, donnent en même temps à l'homme le sentiment qu'elles sont plus proches de lui, plus familières, plus individualisantes, plus personnelles. C'est ici seulement que réside la véritable innovation technicienne, parce que c'est à partir de cette adhésion de fond de tout le corps social et de chaque individu, que le système technicien pourra se développer sans encombre. »

Sostradata : un data center comme les autres

Les data centers aussi ont besoin du Très Haut Débit pour pouvoir s'implanter. Celui de la société Sostradata a été inauguré le 27 septembre sur le Parc d'activités de La Croisière, à Saint-Maurice-La-Souterraine. Premier data center limousin, « Sostra Data sera neutre, ouvert et indépendant, accessible à tous les clients privés bien au-delà des frontières régionales [...] : SFR, Free, Bouygues Télécom, Devopsys, Adista, IDLine, ProximIt¹... »

« CE DATA CENTER, PAR EXEMPLE, a une puissance de 400 kW, c'est comme si vous mettiez 400 radiateurs d'un kW dans votre maison, la température monte vite. Dans ce cas, il faut mettre une climatisation pour baisser la température et rejeter les calories à l'extérieur. Et là, on ne reconsume pas 100 W mais 800 ou 1 kW, c'est-à-dire que pour produire un kW, on va en consommer deux dans des data center classiques. On consomme beaucoup d'énergie dans ces data centers, si en plus on utilise de l'énergie pour les refroidir, c'est une dépense inutile d'énergie, alors qu'on peut faire autrement. »

« On utilise la ventilation naturelle et l'effet de cheminée pour refroidir alors que traditionnellement tout est fermé et c'est la climatisation qui est utilisée [...] on réutilise aussi l'énergie fatale (l'air réchauffé par les équipements, normalement perdu) pour réchauffer l'air extérieur lorsqu'il est trop froid. C'est du bon sens². »

La confusion, apparemment maladroite, d'un tel discours est, sans aucun doute, volontaire. Dans ses Commentaires sur la société du spectacle, Guy Debord écrivait : « Le secret domine ce monde, et d'abord comme secret de la domination. [...] Comment les spectateurs acceptent-ils l'existence du secret qui, à lui seul, garantit qu'ils ne pourraient gérer un monde dont ils ignorent les principales réalités, si par extraordinaire on leur demandait vraiment leur avis sur la manière de s'y prendre ? [...] Tous admettent qu'il y ait inévitablement une petite zone de secret réservée à des spécialistes. »

Assurément, brancher 400 radiateurs dans une maison doit faire monter la température assez vite, tout comme les équipements informatiques le font dans l'enceinte d'un data center. Par ailleurs, un data center n'a jamais produit de kW et le prix total réel à payer pour l'enregistrement de nos données informatiques n'est discernable par aucune unité de mesure. Pour le reste, il semblerait que les concepteurs aient eu la bonne idée d'utiliser une partie de la cha-

leur pour chauffer les locaux, et de rejeter le reste dehors alors que « dans les data center classiques » « c'est la climatisation qui est utilisée ». Sostradata possède 4 salles dédiées à la climatisation occupant environ un sixième de la surface du bâtiment³. Nous ne doutons pas qu'il possède des ventilations passives pour alléger, dans une très infime mesure, le recours aux climatisations, principalement pour des raisons économiques. Du bon sens...

À grands renforts d'indices énergétiques tel que le PUE (Power Usage Effectiveness, on vous épargne la description), les promoteurs de Sostradata veulent faire croire à l'impossible « sobriété énergétique » de ce type d'infrastructure. Bien sûr, on avoue déjà que le PUE n'est plus tout à fait de dernière génération ; qu'il est en passe d'être abandonné au profit d'autres normes. De l'aveu même du responsable des énergies chez Airbus, Jean-Marc Alberola, par exemple, « le PUE n'est tout simplement pas fiable. Car on peut le mesurer de multiples manières. Sur un de nos datacenters construit récemment, on a observé une différence très significative entre la mesure produite par l'équipement d'un prestataire et celle issue de notre propre méthode ». Ajoutons que, précisément, le rôle de n'importe quel indicateur n'est pas d'être fiable mais de rendre acceptable, de diminuer l'impression d'énormité qu'on éprouve face à une réalité telle que la quantité d'électricité consommée par un data center.

« Le projet est porté à 45 % par le Groupe Picoty, 45 % par la Caisse des dépôts et consignations et 10 % par Atrium Data⁴. »

Le groupe Picoty constitue, avec un autre groupe familial, le second réseau de distribution pétrolier national, Avia. Il est, à ce titre, intéressant d'aller jeter un œil à sa propagande en ligne, rubrique « Avez-vous ces 3 idées reçues sur le fioul ? », idée reçue n° 2, « le chauffage au fioul, c'est très polluant » : « Toutes les sources d'énergies

sont polluantes dans leur ensemble. Le gaz, le charbon et le bois émettent du CO₂ et l'électricité émet plus de CO₂ que le fioul sur la période hivernale ! L'électricité provient majoritairement des centrales thermiques dont la production nucléaire génère des déchets qui sont difficiles à gérer dans leur traitement et mettent plusieurs centaines d'années à disparaître. »

Mais le pétrole n'est plus très à la mode et le « groupe » Picoty tente de varier ses activités en vantant désormais les vertus écologiques des « énergies vertes », électricité comprise, bien sûr. Outre ses stations-services proposant de la nourriture bio aux clients, la société « a commencé à installer des bornes électriques et à vendre du gaz et de l'hydrogène pour les voitures du futur⁵ ». Elle investit dans la distribution de granulés de bois et est propriétaire d'une exploitation à Madagascar « qui a réussi à produire de l'agro-carburant avec une plante, la jatropha. "On a pris des risques et aujourd'hui on fait vivre 60 à 70 familles sur place^{6"} ».

Il n'est décidément pas de peste plus pernicieuse au monde que ceux qui, tout en trompant, veulent être tenus pour des hommes de bien.

PIO ROSSI

1. *Le Populaire du Centre*, 02 sept. 2017.

2. Thierry Duflos, président du Directoire d'Atrium Data (société parisienne d'audit et de conseil d'expertise technique, stratégique et financière dans le domaine des data centers, conceptrice de Sostradata), *La Montagne*, 27 sept. 2019.

3. Un plan du data center est disponible sur www.sostradata.fr. Munissez-vous d'une bonne vue, et n'ayez pas peur de « zoomer ».

4. *Le Populaire du Centre*, 02 nov. 2017.

5. France 3 Nouvelle Aquitaine, 04 janv. 2019.

6. *Le Populaire du Centre*, 03 mai 2017.

« Dame Nature, prends garde à tes faux amis ! » Hypothèses pour un climat de guerre

« État d'urgence climatique », appels à la « mobilisation générale » : ce que martèlent en permanence les médias, particulièrement ces derniers mois, évoque irrésistiblement un état de guerre.

En tout cas, réfléchir à la situation en ces termes se révèle éclairant. Admettons donc que nous sommes désormais entrés en guerre ; mais en guerre contre qui, contre quoi ? Plus précisément, quelles sont les forces en présence, quels sont les conflits en cours ? Et nous, où nous situons-nous ? De quel côté, pour défendre et combattre quoi exactement ?

Dans les précédentes guerres, l'ennemi était toujours assez clairement désigné – mais il était par contre possible de mettre en doute les raisons officielles de la guerre, de critiquer la propagande en disant : cet ennemi n'est pas le mien, il ne m'a rien fait, les intérêts réels qui sont défendus dans cette guerre ne sont pas les miens, ils ne sont pas légitimes.

Les choses sont aujourd'hui plus complexes ou paradoxales : la guerre qui est désormais déclarée au réchauffement climatique, plus grand monde n'en conteste la légitimité ; plus grand monde en tout cas (dans nos pays) ne prétend ignorer la réalité et la gravité du problème.

Il y a quelques années encore, le discours omniprésent sur le climat pouvait susciter une méfiance, voire un rejet compréhensible (dans le genre : « on veut me forcer à penser quelque chose, donc je n'y crois pas »).

Mais ce que nous avons vu ces deux dernières années ici même, et les nouvelles effrayantes de ce qui se passait ailleurs au même moment (20° près du Pôle Nord et la banquise en train de fondre « en temps réel », etc.) sont probablement en train de nous faire franchir un seuil dans l'accélération de la catastrophe écologique, et aussi dans la conscience partagée de cette catastrophe.

Si'il est exact que nous assistons à l'émergence d'une conscience généralisée, dans la population, de la gravité de la situation – parce que celle-ci devient telle qu'il n'est plus possible de la cacher ou de

se la cacher – ce serait a priori une évolution positive et peut-être prometteuse, après des décennies de déni ou d'indifférence quant au climat et à tout le reste.

Mais pour que cette évolution puisse avoir une chance de mener à des choses positives, encore faudrait-il que les questions, posées en préambule de ce texte, cheminent également dans les têtes.

Y voir plus clair, c'est répondre à la question : qui est en guerre contre qui ?

Évidemment le réchauffement climatique (pas plus que les autres aspects de la catastrophe : empoisonnement chimique et nucléaire généralisé, destruction des milieux, des espèces et des êtres vivants de toutes sortes, etc.) n'est pas une personne, un « agent actif » ; il ne peut pas être, en lui-même, un ennemi.

La question est évidente et bizarrement assez peu posée ; en fait, être en guerre contre le réchauffement climatique, cela ne peut vouloir dire qu'une chose : être en guerre contre les responsables du réchauffement climatique.

Si la gravité de la situation impose et rend légitime une « guerre », alors nos ennemis sont les responsables du réchauffement climatique. Qui sont donc ces responsables ?

Sur ce point décisif, les discours officiels et médiatiques sont assez unanimes : le responsable, c'est « l'Homme », l'espèce humaine, bref nous tous. Cette réponse est évidemment embarrassante : nous nous trouvons décidément sous le feu de tous les unanimismes, de toutes les unions sacrées.

Les gouvernements ont décrété l'état de guerre, et donc sous leurs bannières et sous leurs ordres, nous sommes « tous unis » pour le climat, c'est-à-dire... contre nous tous.

Si l'on accepte cette réponse à la question « qui sont les responsables de la catastrophe », la guerre pour le climat risque bel et bien de devenir une guerre... contre les populations.

Nous serions là en terrain connu : toutes les guerres du passé n'ont-elles pas toujours été des guerres contre les populations des pays belligérants ? Les unions

sacrées, l'unanimité devant l'ennemi, se sont toujours terminées par la fraternisation des fosses communes.

Peut-être cette fois n'irons-nous pas (nous en Europe) jusque là ; mais aucun doute, la catastrophe, elle, poursuivra son cours.

Mais on peut, bien sûr, donner une autre réponse – un peu plus précise, un peu plus nuancée – à cette question : qui sont les responsables ?

Il serait trop facile et trop confortable de prétendre que les populations n'ont aucune responsabilité dans le cours du monde.

C'est bien parce que nous avons collectivement échoué, puis renoncé, à prendre les choses en main, à être responsables de notre vie et de la société – que nous sommes responsables de l'effroyable résultat que nous avons sous les yeux. Nous sommes responsables d'avoir renoncé à notre responsabilité politique – d'avoir renoncé à notre pouvoir, de l'avoir délégué à des cliques et à des « machines sociales ».

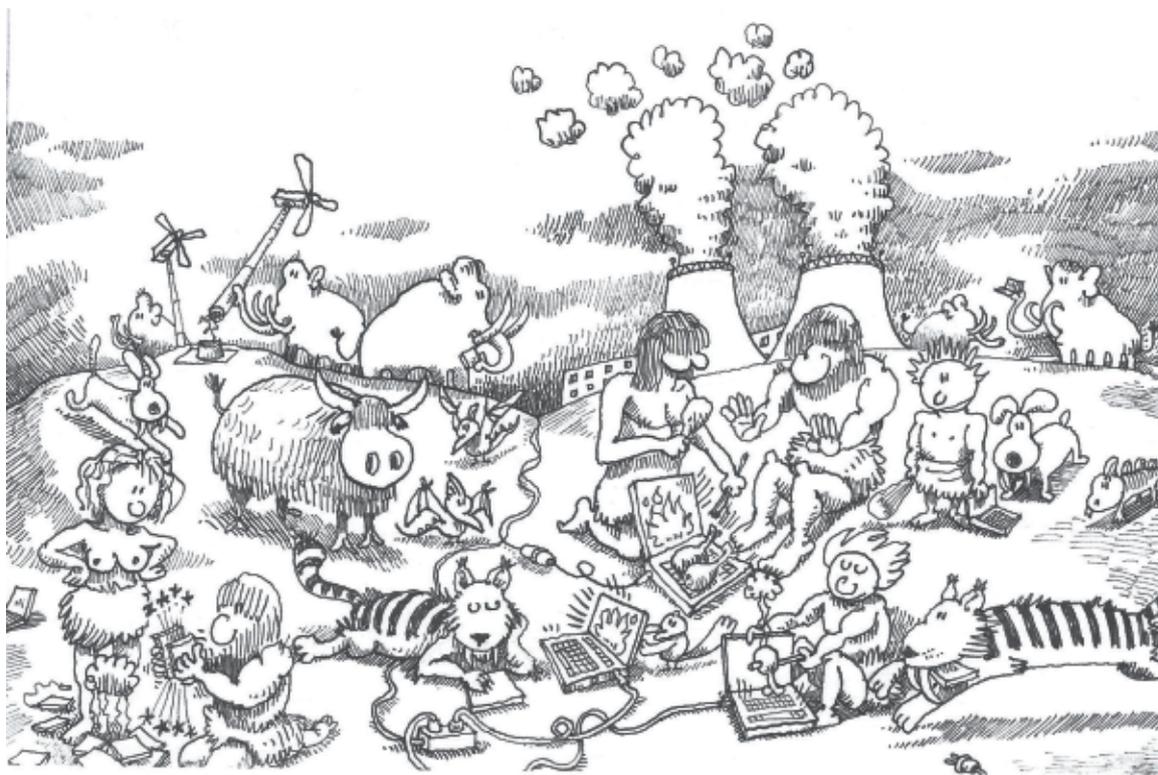
Ceci étant dit, il faut être singulièrement aveuglé par le matraquage de la propagande – ou cacher sa lâcheté derrière de la mauvaise foi – pour accepter sans sourciller l'affirmation absurde : « nous sommes tous responsables ».

Responsables certes mais... à parts égales ?

Les appareils d'État, qui ont planifié et développé, cinquante ans durant, la folie nucléaire (et ils continuent), ne sont donc pas plus responsables que chacun de nous qui appuie sur l'interrupteur ?

Et ceux qui font tourner à plein régime, pour leurs profits, les usines automobiles ne sont pas plus responsables que le clampin qui se tape son heure et demi d'embouteillage quotidien pour aller au turbin ?

Notre organisation sociale est devenue une machinerie prodigieusement complexe. Elle semble désormais fonctionner et se développer « toute seule », comme automatiquement, en suivant toujours la même direction : plus de marchandises, plus de puissance et plus de destruction. Ce n'est pas pour rien qu'on a pu parler d'« autonomie de la technique » moderne (Jacques Ellul), après avoir parlé de « processus autonome de développement du capital » (Karl Marx).



Pour autant il y a quand même des personnes, des « agents actifs » derrière le capitalisme et l'État, qui font ce qui est en leur pouvoir pour que les choses continuent ainsi. Et il y a le reste de la population, que l'on ne peut guère, aujourd'hui, (dans sa grande majorité) qualifier d'active dans un sens ou dans l'autre. Notre société est toujours divisée en classes. Qui en douterait ?

Résumons-nous. Nous proposons de suivre les hypothèses suivantes

A - La catastrophe « écologique » globale – dont la crise climatique n'est qu'un des aspects, parmi d'autres tout aussi importants – est d'une gravité qui justifie très largement un combat social de très grande ampleur (on peut métaphoriquement parler de guerre).

Cette catastrophe atteint un degré tel que la population ne parviendra plus à se cacher la réalité. On ne peut pas exclure l'hypothèse qu'une partie significative de la population cesse d'être spectatrice passive de cette évolution.

B - C'est notre organisation sociale dans son ensemble, « mégamachine » devenue folle, qui est responsable de cette catastrophe : on peut l'appeler capitalisme, ou société industrielle.

Cette « mégamachine » est organisée et entretenue par des groupes sociaux qui veulent à n'importe quel prix qu'elle poursuive sa route destructrice, parce qu'ils en tirent pouvoir et avantages matériels : on peut les appeler bureaucratie-technocratie d'État et de marché.

Ils mènent collectivement quelque chose qu'on peut appeler, métaphoriquement, une guerre contre la nature, les populations humaines et leur liberté.

C - L'état d'urgence climatique, déclaré bruyamment par les gouvernements et les grands groupes industriels de la planète, est une audacieuse et redoutable opération de propagande, qui répond à plusieurs buts :

- d'abord, faire oublier qu'ils sont les principaux responsables et organisateurs de la catastrophe et que ce sont eux les ennemis ;

- ensuite, susciter une union sacrée sous leurs ordres, pour orienter la prise de conscience de la population et entraîner cette dernière vers des luttes vaines et vides : de simples gémissiments consensuels ;

- après, utiliser l'union sacrée suscitée par la propagande pour des tâches de contrôle social : « critiquer le gouvernement ou l'industrie en voie de verdissement, c'est trahir la juste cause écologique, c'est passer à l'ennemi ; ne

pas vivre comme on vous le dit (de plus en plus dans le détail), c'est participer à la destruction de la planète ».

- enfin, poursuivre le développement économique : relancer l'industrie automobile (électrique) et le bâtiment (HQE), continuer la numérisation de la société, approfondir l'exploitation minière et énergétique des territoires (terres rares, éoliennes, coupes rases des forêts, nucléaire, etc.), parachèvement l'organisation industrielle de l'agriculture par l'État.

D - Pour avoir une chance que des choses intéressantes sortent des mouvements qui se développent actuellement à propos du climat, il faudrait que des franges importantes de ces mouvements brisent le consensus, et cessent clairement d'attendre quoi que ce soit des États, des grandes entreprises, et de leurs promesses de solutions technologiques.

Il faudrait utiliser cet espace collectif libéré des illusions pour commencer à défricher d'autres chemins politiques et sociaux : dans la critique ciblée et le conflit et dans l'expérimentation d'alternatives praticables et la construction collective.

CÉDRIC

P.S. : Ces notes doivent beaucoup à une récente relecture du livre de Jaime Semprun et René Riesel, *Catastrophisme, administration du désastre, et soumission durable*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2008.

Les gouvernements font partie du problème écologique, pas de la solution

Tract distribué à Limoges le 21 septembre 2019 par des membres du collectif Écran total, contre l'informatisation du travail et de la vie quotidienne

DEPUIS LA FIN DE 2018, l'idée que les gouvernements du monde entier n'en font pas assez pour lutter contre le réchauffement climatique est devenu une antienne du débat public. Cette idée est le fondement de l'action en justice lancée par d'importantes ONG écologistes sous le titre spectaculaire de l'« Affaire du siècle ».

Elle est le contenu du cri très médiatisé de la jeune Suédoise, Greta Thunberg. Elle est, par ricochet, le motif central des manifestations répétées de centaines de milliers de personnes, lycéens et étudiants notamment, qui « marchent pour le climat » dans les villes occidentales depuis décembre dernier.

La situation est étrange : de plus en plus de gens disent se battre « pour le climat », et s'adressent aux États pour leur demander de s'engager plus énergiquement dans cette « lutte ». Cette revendication signifie bien sûr qu'ils souhaiteraient qu'une puissance publique nous protège du despotisme des intérêts privés, qui nous mène à la catastrophe. Cela est légitime mais traduit un aveuglement sur le fonctionnement de la société actuelle et sur le rôle que l'État y tient. Il est temps de réaffirmer qu'on ne peut espérer infléchir ou limiter l'angoissante évolution climatique et écologique sans remettre en cause profondément cette société et les grandes institutions qui la dominent.

Le réchauffement climatique, comme l'extinction massive d'espèces vivantes, trouve sa source dans le fonctionnement ordinaire de la société industrielle : une société apparue il y a deux siècles, dont la logique de croissance, le besoin de mécanisation et la quête de puissance ne peuvent qu'aggraver les destructions déjà infligées au milieu naturel par certaines sociétés du passé.

Malgré les alarmes lancées par les esprits les plus lucides des années 1960-1970, la mise à sac de notre environnement vital s'emballa depuis quelques décennies et les gouvernements jouent un rôle central dans cet emballement — aussi bien quand ils nient la gravité de la situation que quand ils s'en inquiètent bruyamment. Le scandale écologique des énergies renouvelables est sans doute l'illustration la plus aboutie du fait que les États agissent déjà bien assez au nom du réchauffement : ils agissent dans le mauvais sens, celui de la poursuite de la croissance par des moyens diversifiés.

Mais plutôt que de nous attarder sur ce sujet déjà bien documenté, nous allons développer ici brièvement deux exemples encore plus simples, qui illustrent combien les États n'ont strictement aucune intention de « se réveiller » et de tenir compte de « l'urgence climatique » : le transport aérien et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Tout le monde sait aujourd'hui qu'en matière de transports, rien n'est pire pour les émissions de CO₂ que l'avion. Or, a-t-on déjà entendu un chef d'État ou un ministre signaler l'urgence qu'il y a, de longue date, à freiner le développement du transport aérien ? Sûrement pas en France en tout-cas. Les dommages infligés à la SNCF, ses salariés et ses infrastructures par les réformes successives (sous la houlette de la Commission européenne) depuis le début du siècle ont grandement contribué à promouvoir l'avion comme moyen de transport banal pour la population de l'Hexagone, ce qui est absolument aberrant d'un point de vue écologique.

La tendance est mondiale. L'Organisation de l'aviation civile internationale prévoit 6 milliards de passagers par an à partir de 2030 (contre 3,3 en 2014) ; et l'Association du transport aérien international annonce également un doublement du trafic mondial d'ici à 2036.

Quels responsables gouvernementaux ignorent ces anticipations ?

Peut-on penser que ces chiffres relèvent d'une évolution spontanée des besoins et qu'ils n'incluent pas des politiques publiques volontaristes, partout dans le monde, pour accélérer ces tendances folles ? Comment parler d'inaction climatique, alors que les États vont dépenser des milliards d'euros pour qu'on puisse en arriver là d'ici 15 ou 20 ans, à partir d'une situation déjà intolérable ?

Il en est de même pour le développement des TIC, autre objet de consensus à fort dégagement de chaleur. Quel gouvernement, de nos jours, ne fait pas de l'innovation technologique sa priorité, afin de renforcer son économie nationale ? Quel État du monde ne prévoit pas et ne souhaite pas qu'il y ait dans un proche avenir (beaucoup) plus de citoyens équipés de smartphones et d'objets connectés chez eux, de services en ligne, de data centers capables d'assumer un trafic internet constamment en hausse ? Dans tous les pays industrialisés, les pouvoirs publics sont mobilisés pour informatiser les écoles, pour résorber les zones blanches sur leurs territoires, pour déployer des compteurs communicants, des antennes et des satellites permettant la diffusion d'ondes dites « 5G ».

Et c'est ainsi qu'un certain nombre de projections annoncent qu'Internet va devenir le plus gros poste de consommation d'électricité dans le monde en 2030 : la quantité d'électricité consommée par le système informatique pourrait alors être équivalente à celle que l'humanité consommait au total en 2008 ! Là encore, impossible de considérer que la consommation d'électricité mondiale en 2008 était soutenable écologiquement. Mais du fait de l'action conjointe des États et des grandes compagnies privées de la téléphonie et du web, cette consommation explose. Même du point de vue de gens qui refusent la perspective d'une décroissance, qui pensent qu'une simple modération-inflexion de l'activité industrielle pourrait suffire, une telle explosion devrait paraître démente, criminelle... Mais non : qui songe à dire haut et fort qu'il faut arrêter net l'expansion d'internet et abandonner le mode de vie connecté, pour donner la moindre chance à une poursuite de la vie sur Terre ? Presque personne.

Pourtant, soyons clairs, accepter la multiplication des data centers, c'est encourager le réchauffement de l'atmosphère par les systèmes de climatisation qui assurent le refroidissement des milliers de serveurs où sont stockées les données du web. Accepter la prolifération des appareils électroniques, c'est cautionner les projets d'extraction minière de plus en plus destructeurs partout dans le monde pour approvisionner l'industrie du numérique en or, argent, lithium, yttrium, tungstène ou encore tantale.

Et comme il faut dépenser toujours plus d'énergie pour extraire, broyer, traiter et raffiner ces métaux, cela revient à cautionner le réchauffement de la planète.

Il nous faut donc regarder en face ce fait, effrayant, que les couches dirigeantes des États et de l'économie font ce qui est en leur pouvoir pour aggraver la situation écologique. Il n'y a vraiment pas lieu de les implorer d'en faire plus. Ce que nous avons à faire à la place est très difficile. Nous devons commencer, à la base de la société, à redéfinir nos modes de vie et nos besoins — par exemple, nous organiser ensemble pour réduire massivement notre usage des technologies informatiques. Et en même temps, il nous faudrait créer un nouveau type de pouvoir politique, reposant sur une implication du peuple et un contrôle par le peuple, un pouvoir qui cesse de promouvoir les grandes industries prédatrices et défende au contraire les populations contre ces entreprises.

Ce texte reprend l'essentiel d'un article de Matthieu Amiech, publié sur le site de Reporterre.

Démocrature de merde

LOCALEMENT, comme nationalement, la démocratie bat son plein.

Ici, il s'agit du dernier soubresaut de l'affaire de l'An zéro, ce projet parachuté de festival pseudo écolo impulsé par la macronie verdoyante et qui a fait long feu suite à une forte opposition locale, non seulement à Faux-la-Montagne, mais aussi à Guéret et à Aubusson¹.

Ceux qui sont du côté du manche, qui pensent, comme les instigateurs de l'An zéro, que les problèmes écologiques ne sont que des problèmes techniques n'ont pas supporté cette opposition politique.

Pour ne citer qu'elles, les têtes de gondoles, Dominique Simoneau (maire de Gentioux), Jean-Baptiste Moreau (député de Creuse) et Michel Moine (maire d'Aubusson) sont montées au créneau.

La très honorablement connue maire de Gentioux, en charge de la démocratie participative [*sic*] au sein du conseil communautaire de Creuse-Grand-Sud a fait voter par son conseil municipal une motion intitulée « Pour bien vivre ici ».

Prenant prétexte de ce que la réunion de Faux-la-Montagne a connu un premier quart d'heure houleux (sur deux heures) où les zéroïstes se sont fait vivement rabrouer par des opposants au festival, Mme Simoneau, dans cette motion, relance la guerre qu'elle mène depuis son élection contre tous les projets de vie et d'organisation collective un tant soit peu différents menés aussi bien par des « néos » que par des « locaux ». Elle qui avait tenté de radier des listes électorales certains nouveaux venus, réussi à bloquer des projets agricoles etc.², sous-couvert d'une dénonciation de « la dérive totalitaire de l'ultra-gauche du plateau de Millevaches [...] au discours oïseux, politico anarchisant »³, tente d'obtenir une légitimité et un soutien pour les actions qu'elle mène parallèlement : remise en cause des aides que reçoit le lieu social et culturel La Renouée⁴ (État, MSA, CAF), remise en cause de certains enseignants suspectés de « prosélytisme », et autres coups bas !

Et voilà que, sous la houlette du brillant porteur de casseroles Michel Moine (en examen pour plusieurs entourloupes budgétaires), le conseil municipal d'Aubusson apporte son soutien à Mme Simoneau en adoptant, à l'unanimité moins une voix, cette funeste motion. Entre amis de la

démocratie, il faut savoir se soutenir.

Là-haut, c'est la marionnette des multinationales qui organise des « débats », pour faire avaler sa purge des retraites, où l'on ne peut que poser des questions mais jamais engager la discussion, devant un public soi-disant tiré au sort. Ou bien avec cette pseudo « convention citoyenne sur le climat » où des experts « indépendants » vont expliquer à des gens censés ne rien y connaître quelles mesures ils doivent proposer.

Mais cette vaste comédie commerciale tourne au vinaigre quand la délation devient une nouvelle valeur « républicaine ».

Emmanuel Micron a appelé, le 8 octobre à bâtir « une société de vigilance » pour venir à bout de « l'hydre islamiste » en France, soulignant que « les institutions seules ne suffiront pas ». et qu'il faut « savoir repérer à l'école, au travail, dans les lieux de culte, près de chez soi, les relâchements, les déviations, ces petits gestes qui signalent un éloignement

d'avec les lois et valeurs de la République ».

Tous ceux qui poussent des hauts cris lorsque nous prétendons que nous vivons sous le joug d'une dictature molle, d'une « démocrature » feraient bien de réviser leurs fondamentaux. Quand un chef d'État prétend que les institutions ne suffisent plus et demande à tous les citoyens de se transformer en délateurs, ça commence à sentir très mauvais. Aujourd'hui l'islam est dans le collimateur mais demain matin tout discours radical peut l'être aussi.

Voyons donc, moi qui, pour rester correct, chie sur cette République, son drapeau, son hymne national, sa pseudo démocratie citoyenniste et son président, puis-je être qualifié de radicalisé ?

PATRICK FAURE

1 - Cf. *Creuse-Citron* n° 61

2 - *ibid*, n° 43

3 - Motion lisible sur le site de France Bleu Creuse

4 - *ibid*, n° 47



QUE RESTE-T-IL DU CHAMP DES POSSIBLES OUVERT PAR LA ZAD ?

La lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a été menée par un large mouvement composite aux tendances anticapitaliste, écologiste, paysanne, anarchiste, etc. Des dizaines de milliers de personnes dans toute la France et au-delà y ont pris part pendant des années jusqu'à l'abandon du projet d'aéroport le 17 janvier 2018, ce qui fut une victoire historique.

LA ZAD AVAIT CECI DE PARTICULIER qu'il y était possible, entre 2009 et 2018, de construire une cabane ou faire de l'agriculture selon ses propres règles, d'élever des chèvres en groupe sans les identifier avec des puces électroniques, de tester des formes de poly-activité, de bricoler etc., tout ça, à partir de rien. Or, dans ce monde, toutes ces choses sont rendues très difficiles si l'on n'est pas privilégié socialement, propriétaire ou héritier.

Qu'est-ce qui a changé depuis un an ? Que penser des perspectives actuelles d'achat des terres et d'installation paysanne sur la ZAD ? Quelle est la portée politique des batailles en cours ? [...]

LE PARI DES COP OU LA PORTE OUVERTE À LA NORMALISATION

Avec une violente phase d'expulsions et de destruction des habitats – qu'ils soient sauvages (les cabanes à l'Est) ou plus présentables (les 100 noms) –, l'État a, en avril 2018, envoyé un message clair : acceptez nos conditions ou nous allons vous écraser. C'est ainsi qu'une partie du mouvement a décidé de se soumettre aux règles du jeu dictées par l'État : remplir des fiches administratives débouchant sur l'obtention de Conventions d'Occupation Précaires (COP). Une quarantaine de fiches est déposée en mai 2018, puis ne sont retenus en juin 2018 que 15 projets aboutissant à la signature de 11 COP – 4 projets se trouvant sur des terres convoitées par d'autres exploitants. Ce processus de tri exclut donc la majeure partie des 200 habitant.e.s. Ces COP couvrent 170 ha de terres sur les 1 500 ha de l'ancienne ZAD.

L'idée de s'engager collectivement dans cette voie de la régularisation, via les COP, a été défendue par des occupant.e.s

parmi lesquels le CMDO (Comité pour le Maintien des Occupations), les Naturalistes en lutte, les paysans anti-aéroport au sein de COPAIN 44 et l'association Pour-suivre Ensemble.

«Le bénéficiaire s'engage à informer immédiatement l'État, par tout moyen, de toutes occupations par des tiers des terrains (occupations ou constructions illicites, entreposage de matériaux, stationnement de véhicules...)» (Extrait d'une COP signée en 2018)

Contrairement à un fermage qui est reconduit perpétuellement par tacite reconduction, et protège ainsi le fermier, ces COP sont très contraignantes et non sécurisantes. Il faut par exemple informer l'État si les terres sont occupées. Elles ne sont pas reconductibles et le contrat peut être rompu à tout moment. Si le signataire ne quitte pas les terrains en cas de rupture de bail, des astreintes financières sont prévues à son encontre.

[...]

Concernant l'agriculture à la ZAD, la normalisation recouvre le processus administratif aboutissant à l'obtention d'un statut d'exploitant agricole. Ce statut nécessite de travailler une superficie minimale, de respecter des règles très contraignantes notamment en élevage (normes sanitaires pour les bâtiments, déclaration de mouvement dans le troupeau, identification électronique des bêtes, etc.), et de payer plus de 3 000 € de cotisations sociales par an. Tout ceci contraint l'activité qui doit se développer, devenir rentable. En contrepartie, on a droit à un statut social, à toucher les primes PAC, à obtenir des prêts bancaires et une aide financière à l'installation. En somme, les COP permettent à l'État d'orienter, contrôler et contraindre les activités des bénéficiaires.

Fin du printemps 2018, les occupant.e.s promouvant cette stratégie tentent de rassurer les soutiens extérieurs sceptiques :

« Cette signature doit prolonger notre volonté de nous tenir collectivement dans ce pari risqué, c'est-à-dire de continuer collectivement la défense administrative tout en ayant la capacité à se mobiliser largement sur le terrain à divers niveaux [...] Bien entendu, la stratégie administrative est une défense menée conjointement à la confrontation sur le terrain, et sans assignation binaire à tel ou tel type de barricades, qu'elles soient de pneus ou de papier ». À propos de la signature des COP, juin 2018.

Un an après, force est de constater que cette volonté affichée de favoriser une complémentarité des modes d'action est révolue. En mars 2019, l'État organise l'expulsion et la destruction de 5 cabanes « hors-norme » : la cabane et la plateforme de Lama fâché, Youpi Youpi 2, la Cabane sur l'eau et le Port. Le site zad.nadir (tenu par des occupant.e.s pro-normalisation) ne relaie pas l'appel à soutien et à réoccupation et se justifie par des arguments diplomatiques : en réoccupant la ZAD, on risque de se brouiller entre occupant.e.s, mieux vaut ne rien faire... On peut imaginer que la crainte réelle des administrateurs de zad.nadir était plutôt de ne pas plaire à la préfecture... En réponse, l'accès au site zad.nadir est détourné vers le site Indymedia Nantes, pour que l'appel à réoccupation puisse être lu malgré la censure initiale.

[...]

Cette anecdote montre une rupture de solidarité provenant des occupant.e.s pro-normalisation ainsi qu'une tentative de leur part d'étouffer les voix dissonantes. Tout d'abord, certains lieux de vie ont vu, dès avril 2018, des COP être déposées sur



Illustration
de Frédéric

leurs terres alors que tous les habitant.e.s n'étaient pas d'accord pour cela (c'est par exemple le cas du moulin de Rohanne, de la Wardine et du Rosier) : c'est l'accaparement. Ensuite, on tempère ou on s'oppose à des appels à réoccupation, squat, installation sauvage : c'est la pacification. Au final, ces pratiques tendent à rendre hégémonique la dynamique de normalisation.

[...]

Toutes ces normes, qu'elles soient environnementales ou sanitaires, qu'elles concernent les bâtiments agricoles ou la certification des semences, nécessitent de rentrer dans des cases, de remplir toujours plus de papperasses, de rendre des comptes à des gens déconnectés du terrain. Toutes les activités déclarées sont soumises à une surveillance administrative tatillonne, étroitement réglementée. Qui dit norme dit contrôle.

[...]

Interrogée par France 3, une habitante de la ZAD témoigne. Sarah possède un diplôme d'ingénieur agronome [...]:

«On doit investir en aveugle, dans des clôtures, des tracteurs, du matériel de tonte, et il faudrait quelques dizaines de milliers d'euros pour aménager une fromagerie... Si on ne le faisait pas, nous aurions été balayés, avec nos projets, et pourtant, tous ces investissements ne garantissent en rien notre pérennité.»

Erwan Joyeau, ingénieur agronome, et quelques autres, ont accepté de suivre une formation d'une vingtaine d'heures à la chambre d'agriculture. «On nous a expliqué les aspects administratifs, les nor-

mes...» Depuis l'été, il s'est aussi inscrit à la Mutuelle Sociale Agricole. Pour 2018, il cotisait uniquement pour les accidents du travail, soit 260 €, mais en 2019, il devra verser près de 3 000 € de cotisations. «On sait que 2019 sera un cap difficile à passer, et nous sommes tous en train de travailler sur des budgets prévisionnels», précise Erwan.

Une illustration de la pression normative et fiscale qui pousse à de lourds investissements financiers ayant pour effet de contraindre l'activité avec la nécessité de se développer économiquement.

Quantifier, rationaliser, optimiser. Tout ce qui a fait disparaître la paysannerie et qui décourage les agriculteurs. Ce qui fait que le rapport à la terre est remplacé par une vision d'ingénieur... Tout l'inverse de ce que la ZAD avait permis comme rapport au monde jusqu'à présent. [...]

Force est de constater qu'à aucun moment, les 200 comités de soutien français à la lutte contre l'aéroport n'ont été appelés, depuis la ZAD, à occuper partout les administrations agricoles avec des revendications claires. À aucun moment, il n'y a eu une volonté de perturber le Comité de Pilotage pour essayer de changer les règles du jeu. Il n'y avait pas de volonté politique d'agir en ce sens. Il n'y a eu aucun discours public à ce sujet.

Il est primordial de noter que cette vision, qu'on peut qualifier de cogestionnaire – optant pour la négociation en délaissant le rapport de force – a été imposée par une fraction du mouvement et qu'elle n'était pas la seule possibilité. [...]

(Voir le tract «À Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole», par le Comité de soutien 63 livradois forez [participant au Collectif hors normes], février 2018).

[...]

L'appel de ce groupe d'agriculteurs à occuper les administrations agricoles pour les tenir à distance de la ZAD a été ignoré par les occupant.e.s pro-régularisation. La question de savoir comment s'organiser et résister face au rouleau compresseur administratif n'a pas été abordée publiquement par la suite, bien au contraire, la stratégie a plutôt été de «montrer patte blanche» en se fondant dans les cases de l'administration. [...]

Avec cette normalisation subie, voire promue par une partie du mouvement, la ZAD a perdu ce qui faisait son intérêt et sa spécificité, et on a du mal à voir pourquoi il faudrait mettre plus d'énergie à défendre l'ex-ZAD qu'à soutenir les petits agriculteurs bio, artisans, ou collectifs autonomes plus proches de chez nous.

La fraction du mouvement qui négocie l'avenir des terres de la ZAD n'a aucune volonté politique de résister à la normalisation. Ainsi, s'installer sur un territoire qui a pendant longtemps été ouvert et inclusif, le lieu de nombreux possibles, devient tout aussi difficile et décourageant qu'ailleurs. Tout est mis en œuvre afin que seules les personnes détentrices de capital financier et capables de vivre avec une pression administrative importante puissent rester vivre sur l'ex-ZAD.

QUE RESTE-T-IL DU CHAMP DES POSSIBLES OUVERT PAR LA ZAD ?

(suite)

UN FONDS DE DOTATION POUR LA ZAD, C'EST L'ANTI-RÉFORME AGRAIRE

En parallèle des limites ou de l'échec de la stratégie des COP, une structure juridique a été créée par la fraction du mouvement pro-normalisation [...]. L'ambition est d'acheter le plus de terres et bâtis possible. L'État est l'actuel propriétaire de ces biens et serait vendeur. Le fonds de dotation permet à ses contributeurs de défiscaliser leur don. Il permet aux bénéficiaires du fonds d'être usagers du bien sans en être propriétaires : usage et propriété sont dissociés.

La «terre en commun» se définit comme un «*fonds de dotation au service du commun pour des projets allant dans le sens d'une protection de la biodiversité, [...] de l'agriculture paysanne et [...] des valeurs d'utilité sociale et de solidarité*» (en commun.eco, site du fonds de dotation «la terre en commun»).

D'emblée, l'usage sans nuance du terme «commun» pose question. La normalisation des activités sur la ZAD ainsi que la mise en place du fonds de dotation se sont faites malgré les réticences et désaccords formulés par des occupant.e.s du bocage. Ainsi, peut-on parler d'une structure au service du «commun» quand des dizaines de personnes habitant un territoire s'opposent à son déploiement? De nombreux échos provenant de la ZAD relatent des tensions entre des porteurs de projets soutenus par le fonds de dotation qui ont obtenu des baux sur des terres agricoles et d'autres personnes qui squattent ces espaces. Il serait plus honnête de dire que le fonds de dotation sert certains projets individuels et certains autres projets collectifs, et qu'il exclut bon nombre d'autres occupant.e.s. Mais parler sans nuance d'un commun abstrait relève de la réécriture de l'histoire de cette lutte. Cela invisibilise de nombreuses personnes et pratiques.

«*Ensemble, nous réussirons à atteindre notre objectif: obtenir 3 millions d'euros pour acquérir les bâtiments, terres et parcelles boisées sur lesquelles poursuivre l'aventure collective qu'est la ZAD de Notre Dame des Landes.*» (encommun.eco, site du fonds de dotation «la terre en commun»)

Cette solution ne peut se mettre en œuvre que parce que la ZAD a accumulé pendant des années une notoriété et un fort capital symbolique. Elle nécessite d'avoir un réseau de soutien constitué, avec en son sein des gens fortunés, il faut pouvoir manier les codes de la communication marketing et se rendre sexy.

[...]

La force de la lutte et de l'imaginaire qui se développait à Notre-Dame-des-Landes était d'articuler une lutte locale à des enjeux plus larges. Le problème est que les batailles actuelles ne partent pas d'une condition commune faite aux paysans ou aux néo-ruraux de toutes sortes pour créer des marges de manœuvre qui pourraient bénéficier à tou.te.s. Au contraire, on revendique le côté exceptionnel de ce territoire pour organiser sa survie. [...]

Le Mouvement des Sans Terre au Brésil tout comme les paysans zapatistes au Chiapas revendiquent l'accès légitime à la terre et au territoire, en créant des rapports de force pour y accéder. Il aurait été possible de réclamer une réforme agraire à la ZAD, conduisant à l'expropriation des plus gros agriculteurs de certaines parcelles et à la redistribution de leurs terres ou à des baux de fermage gratuits pour les petits agriculteurs bio. Faire cela aurait permis d'ouvrir des pistes pour la ZAD tout en participant à une réflexion plus globale sur la transmission des terres agricoles.

On sait que 50 pour cent des exploitants agricoles vont partir à la retraite dans les années à venir et vont donc céder leurs terres. Seuls les héritiers, les rentiers ou les porteurs de projet à qui la banque veut bien prêter de l'argent pourront-ils avoir



Illustration de Frédéric : Faucheur d'euros

accès à ces terres ou veut-on créer d'autres chemins politiques pour que des paysans ne soient nombreux et puissent s'installer? L'achat (direct ou indirect) est-il la seule alternative à la précarité? Pourquoi ne pas revendiquer l'accès aux terres avec des arguments politiques ou philosophiques?

[...]

Faire passer une collecte de fonds pour acheter des terres pour une «lutte pour l'accès à la terre» relève de l'escroquerie intellectuelle. Le fonds de dotation n'ouvre aucune piste, il ne fait que convertir un capital symbolique énorme en propriété immobilière.

Pour accéder à la terre, il faudrait pouvoir aligner le prix dicté par le marché ou par la SAFER. C'est combien l'hectare? 10000 €? Pas de problème, on allonge. Le fonds de dotation alimente le jeu de la valorisation capitaliste de la terre, de la spéculation. Mais au jeu des gros sous, les industriels de la terre seront toujours plus forts que tous les néo-paysans qui veulent vivre différemment, avec des pratiques d'autonomie.

[...]

«Une réforme agraire populaire, une réforme agraire non seulement destinée aux paysans ne possédant pas de terre, mais également à toutes les classes laborieuses et à toute la société. Celle-ci ne peut avoir lieu que par la lutte des classes et par la confrontation du projet capitaliste. [...] La nouvelle stratégie est une alliance "entre pauvres", à la place d'une "alliance capitaliste entre paysans ne possédant pas de terre et populations urbaines" (propriétaires des usines et autres segments du capital national).» (Réforme agraire populaire: le nouvel appel pour une réforme agraire du XXI^e siècle, Via Campesina, avril 2019)

À l'opposé de l'idée d'une alliance «entre pauvres», le fonds de dotation est une alliance entre pauvres (les paysans sans terre) et riches (personnes payant suffisamment d'impôts pour pouvoir défiscaliser leur don).

Le projet de la réforme agraire tel qu'explicité par la Via Campesina a une portée populaire et anti-capitaliste. Il s'adresse à tous les petits paysans et tous ceux qui veulent avoir accès à la terre mais qui n'ont rien. Il remet en cause la dynamique même de l'industrialisation agricole et de la concentration foncière. À l'inverse, le projet de fonds de dotation promu sur la ZAD est élitiste – il ne peut être mis en œuvre que par une classe à fort capital culturel – et totalement inoffensif vis-à-vis du capitalisme agricole.

La notoriété de la lutte de Notre-Dame-des-Landes induisait une responsabilité tant tous les regards y ont été portés. Ce qui s'y passe crée un précédent pour d'autres luttes. Opter pour la propriété privée (collective et non plus individuelle) comme futur désirable, se normaliser à grands pas, sans réellement se donner les moyens de tenter autre chose, sans porter de discours politique public aspirant à autre chose que la norme, voilà une défaite majeure, voilà un net recul dans les brèches, dans les imaginaires qu'avait ouverts la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Pour sauver quelques meubles, on essuie une lourde défaite idéologique.

«Les 3 ans à venir sont déterminants : un tiers des agriculteurs vont partir à la retraite, et libérer une grande partie des terres arables françaises. Aujourd'hui, alors que seulement 6% de la SAU française est en bio, les institutions agricoles continuent d'attribuer les terres aux agro-industriels, la consommation de pesticide augmente sans cesse (+12% depuis 2014), l'agriculture est toujours la source d'un quart des émissions de carbone au niveau mondial et nos élus favorisent aveuglément l'urbanisation au nom de l'activité économique alors que les écosystèmes sont au bord de l'effondrement. Ouvrons les institutions agricoles, prenons les mairies, exigeons la préemption pour installer des jeunes!» (Appel: Pour sauver la Terre, Tous Paysans ne possédant pas de terre!, collectif Terres Communes, avril 2019).

La partie du mouvement ayant proposé

et imposé les choix de la régularisation et de l'achat a choisi de ne pas se poser certaines questions. Dans quelles conditions une réforme agraire, une réelle redistribution des terres pourrait avoir lieu afin qu'y accéder ne soit pas un privilège mais une possibilité pour le plus grand nombre? Analyser la structure de l'accumulation capitaliste et foncière en agriculture. Questionner les statuts sociaux des travailleurs de la terre et lutter contre leur précarité. Inventer des formes d'accès à la terre, d'usage ne nécessitant pas de passer par la propriété privée et de s'endetter. Remettre en cause le fonctionnement de la SAFER. Se demander à quelles conditions la terre peut être synonyme de liberté et non d'enfermement. Et, plus largement, veut-on que ce territoire reste anticapitaliste et qu'est-ce que cela implique? Jusqu'où peut-on négliger les moyens au regard des fins?

Tout cela était beaucoup plus difficile que de récolter les fruits de la lutte passée, mais aussi beaucoup plus exaltant et intéressant, cela pouvait ouvrir des perspectives de lutte immenses. Il est certain que de nombreuses personnes, comités de soutien, organisations auraient pu participer à des batailles allant dans ce sens. Il n'est pas question d'une radicalité hors-sol, seulement de perspectives de lutte se posant de bonnes questions avec l'ambition de changer les choses dans la direction de plus d'autonomie et de liberté.

[...]

Le refus des normes et la réforme agraire étaient des horizons désirables et largement partageables à même de renouveler l'intérêt politique de l'expérience de la ZAD.

HORS-NORME, juin 2019

Note de Creuse-Citron :

Pour des raisons de place, nous n'avons publié ici que de larges extraits de ce texte (à peu près les deux tiers) ; nous avons également supprimé les notes. La version intégrale est disponible sur demande au journal.

L'Uber sera rude

MICRO-ENTREPRENEURS ET MACRO-EXPLOITATION

Les nouvelles technologies numériques – smartphones, géolocalisation, haut débit, Internet mobile – favorisent une ubérisation¹ galopante du travail. Ce nouveau stade du capitalisme porte le doux nom d'économie collaborative² ou, plus branché, de Gig economy³. Il est en plein essor : un tiers des actifs aux États-Unis, 5 millions d'emplois au Royaume-Uni, 50% en France d'ici vingt ans ! Certains rêvent d'un marché des tâches mondialisé et standardisé, basé sur l'échange marchand d'immenses plateformes⁴ d'intermédiation mettant en relation micro-entrepreneurs⁵ et clients.

Dès aujourd'hui le livreur sur sa bicyclette, le chauffeur à son volant, sont dirigés et pistés par les algorithmes de l'application⁶. Ni droit au chômage, ni congés payés, ni retraite, ni arrêt maladie, donc aucune contribution sociale à payer par leur «partenaire» qui prélève allègrement de 20% à 40% sur leur activité, alors que sa seule contribution est d'offrir la connexion à l'application. De plus en plus de secteurs sont concernés : hôtellerie, services à domicile, réparations, etc.

Cette individualisation totale des travailleurs est facilitée par le chômage et la précarité qui sévissent, particulièrement pour les jeunes, cible principale de cette flexisécurité⁷ :

« On va vers une société de plus en plus violente, à l'image de la violence sociale des entreprises ubérisées. Leurs employés vont passer de travailleurs à révoltés », Jérôme, ex-Deliveroo.

« C'est une chance pour ces jeunes qui ne peuvent se prévaloir d'un diplôme. Pour peu que l'on soit débrouillard, curieux et entrepreneur, comme c'est souvent le cas pour ceux issus des banlieues, il devient possible de s'imaginer un avenir », Philippe Boyer, directeur marketing d'une société de services.

« Avant ces jeunes tenaient les murs, grâce à ces plateformes ils ont enfin un but et un salaire. » Emmanuel Macron, premier de cordée. En janvier 2008, il était rapporteur de la Commission pour la libération de la croissance, présidée par Jacques Attali, qui sera à l'origine de lois de «modernisation de l'économie», dont la déréglementation des taxis et la création des VTC (Véhicules de tourisme avec chauffeur).

On constate les conséquences désastreuses pour la santé et la sécurité :

«Forts risques psychologiques liés à l'intensification du travail, à la faible autonomie, à l'insécurité des situations de travail, à la désocialisation», INRS (Institut national de recherche et de sécurité);

« Exposition potentielle importante aux risques professionnels, conditions de travail dégradées, état de santé insatisfaisant, accroissement des accidents », IGAS (Inspection générale des affaires sociales);

« L'ubérisation est un processus de disruption destructrice », Observatoire de l'ubérisation.

UBER M'A TUER

La légende dit que trois Américains à Paris en 2008 n'arrivent pas à trouver un taxi. Cela leur donne l'idée de lancer en 2009 UberCab (Super Taxi), un service de chauffeur privé dans la Silicon Valley. Uber France est rapidement créé en décembre 2011 : quelques années plus tard, subsistent 60 000 taxis face à 30 000 VTC (les 2/3 en Ile-de-France). Alors qu'Uber se diversifie (UberX : berlines standard, UberGreen : voitures électriques ou hybrides, UberBerline : berlines de luxe...), d'autres sociétés apparaissent (Le Cab, AlloTaco, CityBird, etc.). 25% à 30% sont prélevés sur les courses. L'algorithme augmente le tarif quand la demande augmente (multiplié par 10 les soirs de réveillon!) : *«Uber se dit entreprise de transport, alors quelle ne possède ni véhicule, ni chauffeur. Elle se borne à proposer une plateforme de mise en relation, mais elle transfère tous les risques sur les utilisateurs», Martin Dumas, économiste.*

Beaucoup de chauffeurs sont des exclus du monde du travail ; Uber est le premier employeur de jeunes de banlieue et 55% de ses recrues sont au chômage :

- Ali travaille de 5 heures à 21 heures et n'arrive plus à payer les traites de sa Ford : *«3,5 € par heure, la solution au chômage de Macron?»*

- Youcef, 10 heures de travail, 1 100 € par mois, dont il faut retirer la cotisation au RSI (Régime social des indépendants). Dans l'aéronautique, il touchait plus en travaillant deux fois moins.

- Hanan, une des rares femmes : *«Uber nous a vendu du rêve. Je vis avec moins de 600 € par mois. Ils ont tout calculé pour nous mettre la pression : nous sommes dans le stress tout le temps. Si j'avais pas de crédit, j'arrêtera.»*

- Ryad a arrêté le VTC : *«Je ne voyais plus ma fille grandir. Je n'avais plus de vie sociale.»*

La course au chiffre entraîne fatigue et manque de sommeil, augmente la fréquence des accidents : *«Créer un outil numérique et casser les prix une fois qu'il y a suffisamment d'esclaves dominés à cause de crédits sur le dos, c'est ça l'ubérisation ! On réinvente la situation des salariés non protégés du XIX^e siècle. Ce type de relation*



s'appelait le contrat de louage», Observatoire des multinationales.

Cela n'empêche pas la publicité de vanter l'«uberréussite»: «Devenir son propre patron en quelques clics, un entrepreneur autonome, travailler à son rythme.»

« NOTRE USINE, C'EST LA RUE »

Livres de colis ou de repas : en France, ils sont 30 000 à faufler leur bicyclette entre piétons et voitures, dont 20 000 pour Uber Eats : «Je voulais un boulot utile tout en roulant proprement dans Paris», Jérôme.

Pour attirer un maximum de «partenaires», ces entreprises payaient 7,50 € de l'heure plus 2 à 4 € la course, mais aujourd'hui subsiste seulement une rémunération à la course de 2 à 3 € : «Pour 50 heures mensuelles, je gagnais 700 €, aujourd'hui c'est 200 €.»

Connecté à son appli, smartphone 4G en poche, ayant réservé des *shifts*⁸ la semaine précédente, il attend dans sa zone de livraison que l'algorithme le bip⁹, qui choisit l'heureux élu en fonction de sa note. À l'arrivée au restaurant, il apprend l'adresse du client et sa rémunération. Il ne lui reste qu'à foncer, car toutes les données de sa course (itinéraire, vitesse, arrêt pour parler avec un collègue, appréciation du client, etc.) sont conservées et servent à établir sa note : «On est tracés, fliqués, partout, tout le temps, on n'a plus de patron sur le dos mais dans la poche.»

« Je roule à toute blinde dans les rues bondées de Paris. C'est la jungle, à qui ira le plus vite, à qui prendra le plus de risques. Le timing est calculé sans tenir compte du trafic, du temps d'attente à la livraison », Jules, Frichi.

Qui sont ces coursiers ? Au début, une majorité d'étudiants finançant leurs études et profitant d'horaires flexibles, puis, avec la baisse des revenus, beaucoup de personnes très précaires dans l'impossibilité légale de travailler, souvent des sans-papiers, des blédards¹⁰ : «Tout en bas de la start-up nation, payés au lance-pierre, à la tâche. Faut-il balayer deux siècles d'acquis sociaux dans le seul but de satisfaire des cadres dynamiques qui veulent garder la



ligne en mangeant des carottes râpées livrées en 7 minutes par un esclave à vélo ? Nous sommes des cobayes qui permettent aux plateformes d'envahir le terrain avec pour objectif de baisser le coût du travail », Jérôme.

« LIVREURS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS ! »

En mars 2017, Jérôme est à l'origine de la création du CLAP (Collectif des livreurs autonomes de Paris). Le noyau militant s'était rencontré dans les manifestations contre la loi Travail au printemps 2016, puis à «Nuit debout» au cours d'échanges entre livreurs et conducteurs de VTC. Des collectifs de lutte se sont constitués dans de nombreuses villes : «L'objectif est de créer des structures coopératives autogérées par et pour les livreurs.» Après une première journée de mobilisation à Paris en août 2017, une coordination s'est mise en place, la CAVAL (Coordination d'actions vers l'autonomie des livreurs) qui permet échange d'informations et actions au niveau national. L'association CoopCycle fournit une application permettant de répartir les bénéfices entre tous les livreurs et de leur garantir une protection sociale. Une Charte définit ce qui les fédère : anticapitalisme, absence de profits et de patron, démocratie au travail, partage de la valeur entre les membres¹¹.

Après une rencontre internationale de livreurs de 12 pays, a été créée en octobre 2017 la FTC (Fédération transnationale des coursiers) : «La prédation économique a été globalisée, nous on va globaliser la lutte sociale.» Ils sont conscients de la nécessité de s'organiser au-delà de leur secteur d'activité : «Nous sommes convaincus

qu'une amélioration de nos conditions de travail et de vie ne peut se faire qu'en lien avec d'autres secteurs précaires. Nous sommes en contact avec des assistants d'éducation, des intermittents du spectacle, des femmes de ménage sans papiers, des employés de McDonald's...»

« Dans une perspective d'émancipation, nous sommes un élément d'une lutte globale contre les multinationales, qui ne peut passer que par l'auto-organisation des travailleurs. »

ÉLAN NOIR

Pour en savoir plus :

- Émission de Radio libertaire, 21 octobre 2019 avec Jérôme (CLAP) et Kevin (CoopCycle). <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

- Film de Ken Loach, *Sorry We Missed You*.

À connaître pour espérer faire partie des *hipsters*, ces gagnants de la transition numérique qui maîtrisent les nouveaux codes de la «start-up nation» :

1. Ubérisation : Mise en relation par une plateforme numérique entre client et prestataire de service.

2. Économie collaborative : autre appellation de l'ubérisation.

3. *Gig economy* : Plateformes collaboratives travaillant avec des micro-entrepreneurs. De « gig » qui signifie « concert » en référence aux musiciens d'une soirée payés à la tâche, une fois le bal terminé.

4. Plateforme numérique : intermédiaire qui crée un marché en facilitant la rencontre entre l'offre et la demande. Son attractivité croît avec le nombre d'utilisateurs.

5. Micro-entrepreneur : appelé tâcheron dans le temps.

6. Application : Programmes informatiques gérant les diverses opérations d'une plateforme et utilisant divers algorithmes.

7. Flexisécurité : Libéralisation totale des contrats et des conditions d'embauche ou de licenciement, testée notamment dans les pays scandinaves.

8. *Shift* : Créneau horaire de travail pré-réservé.

9. Bip : Quand une application appelle le smartphone d'un livreur.

10. Blédard : Immigré dont les coutumes et la culture différentes sont encore visibles par manque d'intégration.

11. On peut espérer qu'à terme les livreurs trouveront un fonctionnement leur permettant de se passer de plateforme numérique.

Il ne suffit pas d'être inutile, encore faut-il être odieux !

**Rouen, l'usine pète,
odeur pestilentielle.
Paris, Chirac pète,
grandeur présidentielle.**

Rouen... ça va ! Exemple sublime de la déliquescence capitaliste gouvernementale qui enfume, pollue et contamine pour des générations.

Seulement moi, Jupiter, comment que j'ai bien manœuvré avec les culs bénits de la famille pour qu'il n'y ait que moi sur l'image. La dignité incarnée. L'hommage des armées que c'est moi le chef, profitant que le dépendeur d'andouilles corréziennes fut militaire engagé en Algérie pour justifier. J'étais beau dans ce soleil matinal, mon ombre immense projetée sur les pavés !

T'as vu le coup balaise, les messes, ça ne peut pas être le fait de moi puisque je suis garant de la laïcité et comment blackbouler les autres ? La patronne du RN peut pas se pointer, puisqu'aux Invalides c'est l'hommage des armées et de rien que nous (armée, police, les garants de ma paix). L'Église ? Pardon m'dame, c'est la famille qui invite au pince-fesses et qui ne vous veut pas, d'autant qu'on partage vos idées mais on ne veut pas que ça se voie, ça n'est pas convenable.

Les ex, surtout le athée même pas marié, compare et vrai larron en foire du défunt, hop à l'église, sa dignité peau de balle et balai de crin.

La brochette sur le devant in the church, putain la rigolade. Le Caco-chyme, le Teigneux et le Ruffian, tu parles d'une affiche ! Et moi sur le devant de cette populace princière, j'étais... ? Oh, j'ai pas les mots !

**Rouen, nuit gravement à la santé...
ben non !**

La fumée qui fait tousser c'est seulement celle des citoyens, cheminées, poêles à ce que tu veux, tabac, voitures individuelles, toutes ces nuisances avec lesquelles les bons écolos font culpabiliser. Nous les puissants, ne pouvons jamais être nuisibles, puisque nous sommes puissants.

Aparté

Les défileur.ses béat.e.s climatiques, pour votre gouverne, les véhicules militaires roulent avec des carburants particuliers extrêmement polluants, les guerres font des saletés partout et réchauffent gravement l'atmosphère, les cadavres contaminent les sols et les rivières qui ensuite se jettent dans les mers, je te cause pas des avions militaires qui bouffent l'atmosphère quasi autant qu'un bateau des croisières Costa !

Bref ! Il est de toute urgence indispensable que vous deveniez antimilitaristes, il en va de l'avenir de vos enfants comme vous dites quand on pète à table. Alors ce 11 novembre, inutile qu'il soit trop tard pour attendre la fin (dire que c'est avec des phrases comme celle-ci qu'on se fait élire ?). Gentioux ! C'est un trou de verdure où chante une rivière, accrochant follement aux herbes des haillons d'argent ; où le soleil, de la montagne fière, luit : c'est un petit val qui mousse de rayons, là, un enfant, bouche ouverte, tête nue, hurle ; maudite soit la guerre ! Viens nombreux avec ton kil de rouquin et ton casse-croûte, c'est mieux que le SNU, y a pas de corvées, ni de garde-à-vous, rien que de la franche rigolade et au moins ta présence sert à quelque chose. Crois-moi ça va faire causer du climat si t'y vas nombreu.ses.x, les médias aux ordres (pléonasme en France), empressés d'évoquer l'écologie plutôt que l'antimilitarisme, et tu auras passé un moment au grand air, loin des pollutions parisiennes. Ça, j'y tenais, c'est fait !

Rouen... ça va !

Les animaux, leur nourriture (le foin entre autre), les récoltes, le maraîchage professionnel, le lait, les jardins potagers particuliers, tout est consigné, jeté, interdit à la vente et pourtant il n'y a strictement aucun danger pour les populations ? Réunion préfectorale avec certains élus triés sur le volet, huis-clos ! Afin d'assurer la transparence... Si, si, un de mes élus LREM du coin a dit ça le plus sérieusement du monde à la télévision ! On te cache tout

pour assurer la transparence, il fallait oser, ben c'est fait ! Ailleurs on s'assassine entre collègues du Renseignement qu'il est ultra secret-confidentiel-défense, là, itou pour le huis-clos à l'audition des responsables. J'en profite pour installer mon appel à délation, ça va tourner rond ça, ils vont tous se dénoncer, un régal. Sont visées, toute personne qui ne semble pas sensible au drapeau national et son hymne, toutes celles qui n'ont pas ni portable, ni ordinateur. Grâce à la taxe télé nous connaissons déjà les personnes qui refusent la voix de la France, elles sont d'ores et déjà fichées. Les personnes qui parlent fort le dimanche matin devant les églises doivent être signalées puisqu'elles devraient être dedans et non sur le parvis. Toute personne qui manifeste de l'irrespect à mon endroit où celle de mon épouse est considérée comme suspecte de terrorisme. Si les bons Français s'unissent nous mettrons fin au danger que représente toute forme de rébellion intérieure.

Chaque établissement scolaire nous renseigne volontairement par ses observations sur les bulletins d'élèves, traçabilité oblige, comme un chewing-gum sous la godasse tu t'en débarrasses jamais de ton passé.

Sinon, chaque bon Français peut et doit utiliser la lettre anonyme, ça les impôts, les CAF et la CPAM savent les services immenses qu'elles rendent d'ores et déjà.

Rouen ! Trois ministres, t'as vu le coup ? La ministre de l'Écologie, et personne n'a relevé la gag, celle de la Santé, t'avoueras qu'il fallait oser, face à des gens qui vont crever dans quelques années. Bon, le troisième, c'est pour les agriculteurs touchés pour leur dire de garder confiance ça n'est pas moi qui indemnise c'est l'usine américaine, je me fends la poire, tu connais les procès aux USA, hi, hi, des lustres ça dure, Servier c'est un galopin à côté.

Où en étais-je ?

En dehors de moi, rien d'autre !

Si, cet été je suis allé faire des selfies crétins à Brégançon avec des Français

qui viennent là pour me voir et me dire qu'ils m'admirent, ce que je comprends puisque moi-même... Oooh, moi-même... c'est doux ces mots.

J'imagine le gars à table qui, d'un coup : – Chérie ! Les enfants ! Où qui vous emmène papa en vacances ? – ... ?

À Bré-gan-çon ! Voir le président ! Même qu'avec un peu d'chance on fera des photos.

Rouen impeccable !

Qui connaît l'Aveyron ? C'est peinarde total. J'avais songé à la Creuse mais mon ex il s'est fait chahuter avec une boule de neige dans sa truffe joviale, moi ma morgue m'interdit ce genre de bizutage ridicule, pis le cul des vaches, non merci ! Je préfère les vieux avec leur retraite toute petite, les pauvres me touchent c'est pourquoi j'en fais un élevage intensif. Mon épouse, toujours pince sans rire, me dit que je développe des fermes aux mille pauvres, elle est caustique.

Sinon moi ça va ! Comme Rouen ! Non, non, si ça n'allait pas je le dirais tu me connais, pas plus intègre que moi. Toutes mes décisions sont prises au sérieux, mes réformes passent les étapes, la chambre m'est acquise, j'ai laissé quelques rebelles de convenance, au cinéma ça s'appelle « acteurs de complément », figurants plus familièrement, ça remplit l'écran, ça fait moins vide pour la sainte pluralité démocratique. Les médias sont parfaits à ma suffisance. Mes potes milliardaires ont tout bien cloisonné, ça roule. Y a une bande d'éditorialistes épantants, de Gaulle avait Zitronne et Michel Droit, moi, j'ai tout sans frais, toute la classe politique se charge de les corrompre avec des repas trois étoiles au Michelin, des réceptions somptueuses, des vacances dorées sur tranche et mes amis propriétaires des médias savent les bichonner, ils ont des salaires de rockstar, ils sont rigolos d'ailleurs, ils ont horreur qu'on leur rappelle qu'ils sont pétés de thunes, de vrais enfants.

Rouen ? Ah oui Rouen... !

Ça aurait pu me porter ombrage, non ça va ! Le nuage n'a pas atteint la capitale. J'ai rassuré les Français ! Comme pour le



pouvoir d'achat, les retraites, la montée des océans, le changement climatique, les bonnes guerres, le terrorisme, c'est fou tous ces sujets où il me faut rassurer, mais au fond les citoyens sont tous mes enfants, parfois espiègles, c'est pour cela qu'en bon père de famille quand ils chahutent dans les rues je dois gourmander. La France n'est pas une cour de récréation. Non ! Ils sont là pour obéir, écouter leur maître et bien faire leurs devoirs. Condamnés au labeur. Les Gilets-Jaunes m'ont rendu un service inestimable, chaque samedi ça ne parle que de moi, aucune revendication n'est audible. Il m'ont rendu haïssable, j'adore ! Un chef aimé est un naïf doublé d'un imbécile, on ne hait que ce que l'on craint et l'on ne craint que ce que l'on admire. Vois de Gaulle, mai 68, une réussite, ce qui l'a éloigné du pouvoir ça n'est pas la foule c'est la prostate. La foule elle a installé Pompidou qui, comme moi, a fait ses humanités dans la banque. La suite évidente, Giscard et le libéralisme. Fini ce capitalisme paternaliste à la papa. Fini la bedaine et la montre à gousset. Non ! La

dégueulasserie, l'immonde, le cynisme, on allait pouvoir s'y vautrer. Le peuple est convaincu que les puissants doivent frimer, non ! C'est nuisible aux affaires. La modestie d'un costume étriqué, le pardessus strict, sombre, sied plus aux fortunes colossales. Le calvinisme en plein. Regarde-les, on dirait des mecs à qui on vient de piquer les allocs pour terminer le mois. Maigres-secs, ascétiques, sinistres ; sinistres oui mais riches ! Très riches !

Rouen... ça va !

Bientôt ma guerre, dès qu'apparaît Philosophe-tarte-à-la-crème à la télé, tu as déjà l'odeur du napalm. Il est inestimable ce vieux gandin, il prend fait et cause, du jour au lendemain, pour des populations dont il se contrefiche, et hop, il justifie une guerre ; les ignares et les lèche-bottes sont tellement prévisibles que c'est un jeu d'enfant. Moi, ça va ! Chirac plébiscité, Chirac détesté, Chirac pleuré, ça me va ! Machiavel ne m'inspire pas, j'en suis l'instigateur.

GABAR

Être libertaire c'est être lucide, ces accusations récurrentes de pessimisme et de nihilisme ne tiennent pas. Quand on patauge dans la merde, aller prétendre que ça sent bon le jasmin et qu'il y a de l'espoir, c'est refuser la réalité, ça c'est nihiliste !

À propos de la nouvelle loi de Bioéthique...

EN 2015, L'ANGLETERRE autorise la production d'enfants à trois ADN, c'est-à-dire produits à partir du « matériel génétique » de trois « parents ». Les Pays-Bas (2016) puis l'Angleterre (2018) autorisent la fécondation d'embryons humains génétiquement modifiés à des fins de recherche. En 2017, le brevet des « ciseaux à ADN » CRISPR-CAS9 est déposé. Cette technique permet d'« éditer » du génome pour fabriquer des êtres vivants. En 2018, un médecin chinois fait naître des jumelles génétiquement modifiées grâce à la technologie CRISPR et confirme qu'un autre bébé OGM est en gestation. En 2019, le Japon autorise la fécondation d'embryons animaux-humains. Cet automne 2019, l'Assemblée macronnoise vote sa loi de bioéthique, un package d'autorisations qui vise à mettre la France au niveau d'États plus « avancés » en la matière pour ne pas perdre en « compétitivité ». Étant entendu que des « marchés se développent, des pratiques prospèrent dans d'autres pays et que les frontières s'effacent ».

La PMA (procréation médicalement assistée, une technique de reproduction

artificielle de l'humain) vient donc d'être autorisée aux couples de lesbiennes et aux femmes célibataires. La nouvelle loi de bioéthique permet l'autoconservation des ovocytes (congélation) en vue de futurs « projets parentaux » ainsi que la création « d'embryons transgéniques » dans les laboratoires de recherche. Et ce n'est qu'un début, les militants LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres) et les intellectuels postmodernes réclamant toujours plus efficacement leurs « droits à » avoir des enfants, issus de leurs gamètes, sans relation sexuelle et de faire de leur corps tout ce que la technologie permet, et le pouvoir ne pouvant se refuser d'ouvrir un marché et des opportunités à une foule d'experts, médecins, services hospitaliers, laboratoires. La légalisation de la gestation pour autrui (GPA, mère porteuse pour un couple homosexuel masculin par exemple) sera inévitablement au programme de la prochaine révision de la loi de bioéthique, en attendant l'utérus artificiel. L'occasion de lire ou relire quelques ouvrages à ce sujet. En voici trois qui ont retenu notre attention et dont nous publions quelques extraits

en guise de présentation. Les deux brochures sont disponibles sur Internet et sur demande à *Creuse-Citron*, prix libre ; *La Reproduction artificielle de l'humain* en librairie.

ALAIN D.



Reproduction artificielle « pour toutes » : le stade infantile du transhumanisme, Pièces et main d'œuvre, juin 2018 (brochure)

« EN 2015, un bébé sur 32 a été conçu sans relation sexuelle. Les centres clinico-biologiques et les laboratoires spécialisés français ont effectué plus de 145 000 tentatives de PMA, donnant naissance à 25 000 enfants. Parmi eux, 5398 sont des embryons décongelés. Un nombre en constante augmentation. Au 31 décembre 2015, on dénombrait 221 538 embryons conservés au frais en attente de projet parental ou de changement d'avis, et 1528 à donner. »

« À rebours des Chimpanzés du futur, qui font comme ils peuvent avec leurs limites naturelles, les posthumains, ces hommes artificiels, se reproduisent comme ils veulent avec l'illimité technologique. Ils troquent une contrainte objective et impersonnelle pour l'asservissement à un dispositif social, construit et marchand. L'étonnant est qu'ils croient ainsi s'émanciper. Sans voir que la fuite en avant technologique et le marché nourrissent l'insatisfaction de désirs toujours renouvelés, produisant des individus envieux et

plaintifs. On entend déjà les lamentations sur l'accès aux gamètes. Les banques de sperme et d'ovules ont déjà du mal à fournir la demande. Autorisant la PMA pour toutes, la Belgique achète 90 % de son sperme au Danemark et le Canada se fournit aux États-Unis. En France, les stériles redoutent la concurrence des nouvelles venues sur le marché. Les lesbiennes et célibataires craignent d'être discriminées. Tous espèrent que l'État garantira la disponibilité du matériel, ou que le marché trouvera les solutions : rémunération des donneurs, campagnes d'incitation à la solidarité, import-export. Faudra-t-il organiser le partage obligatoire de nos gamètes ? (Équitable, bienveillant, respectueux, inclusif, etc.) Mais bien sûr, la technologie résoudra le problème. »

« Derrière les proclamations égalitaires, l'ectogenèse sert d'abord la volonté de maîtrise des processus spontanés d'engendrement. L'idée est ancienne. Elle a été formulée dès le XVII^e siècle par le médecin suisse Paracelse, qui se prétendait capable

de fabriquer "un homme artificiel sans âme, dans un utérus artificiel". Le mot fut créé par le généticien anglais John B.S. Haldane dans un ouvrage de 1924 où il décrivait les "test tube babies" qui inspirèrent Le Meilleur des Mondes huit ans plus tard.

Les eugénistes en rêvaient, les transhumanistes y arriveront. Le posthumain poussera en bocal, à l'image de cet agneau grand prématuré dont une équipe de Philadelphie a réussi, fin avril 2017, à assurer la gestation en utérus artificiel, apparemment sans séquelles. Les travaux de Helen Hung-Ching Liu à l'université Cornell à New York, montrent la possibilité d'implanter un embryon dans une cavité artificielle couverte de cellules endométriales. Il ne reste qu'à relier les deux phases de la gestation – le début et la fin. On y travaille.

Demain, des humanoïdes seront produits sans nombril, c'est-à-dire déliés de la génération précédente. En outre, relève Atlan, si la barrière de l'utérus artificiel saute, alors le clonage suivra, délivré des affres liées à la gestation d'un embryon cloné dans un utérus féminin. »

LECTURES

La reproduction artificielle de l'humain, Alexis Escudero, Le Monde à l'envers, 2014, conclusion

« De tout ce qui précède, il résulte :

1 – Les progrès du technocapitalisme depuis deux siècles concourent à la stérilisation chimique de la population.

1 bis – Sélection et manipulation génétiques de l'embryon sont le dernier moyen de rendre possible la survie dans un monde devenu invivable : réchauffement climatique, stress permanent, dissolution du lien social, pollution généralisée.

1 ter – "La PMA pour tous et toutes" n'est pas le dernier cri de l'émancipation, mais l'avenir auquel nous sommes condamnés.

2 – La reproduction artificielle de l'humain ne signifie pas l'égalité des minorités et des majorités sexuelles dans leur rapport à la procréation, mais la soumission de tous à l'institution médicale, l'État, l'économie, et la tyrannie technologique.

3 – Comble de la servitude volontaire, l'assistance médicale si fièrement revendiquée dans la procréation asservit les hommes et les femmes à une technocratie en blouse blanche : médecins, gynécologues, banquiers en sperme et généticiens. Elle signe l'intrusion des experts et du pouvoir bio-médical jusque dans la chambre à coucher.

4 – La reproduction artificielle de l'humain génère un nouveau prolétariat, surtout féminin, contraint de louer son corps et de vendre les produits qui en sont issus. Elle transforme les enfants en produits manufacturés, monnayables sur un marché de l'enfant. Elle est une nouvelle forme de la traite des êtres humains qui ne dit pas son nom.

4 bis – Tout ce qui était libre est accaparé. Tout ce qui était gratuit devient payant. Alors que Marx distinguait la sphère de la production et celle de la reproduction de la force de travail, la reproduction artificielle de l'humain dissout la seconde dans la première. La procréation humaine elle-même devient une industrie, soumise à la guerre économique.

5 – La reproduction artificielle de l'humain est l'injonction faite aux parents de sélectionner et d'améliorer génétiquement leur progéniture, sous peine de la voir reléguée au rang de soushumanité. Elle abolit la liberté et la responsabilité des enfants ainsi fabriqués.

5 bis – L'enfant sur mesure est dans la pipette. Il n'y a pas de reproduction artificielle sans eugénisme.

5 ter – Il n'y a pas d'eugénisme libéral – même si les riches pourront exaucer en partie leurs caprices d'enfants parfaits. Il sera un eugénisme contraint, dicté par les impératifs de l'État et de l'économie.

5 quater – La reproduction artificielle du bétail humain est une étape nouvelle dans la rationalisation du monde et le pilotage automatique des populations.

6 – Sélections et manipulations génétiques, utérus artificiel et clonage transforment l'humanité en post-humanité.

7 – La reproduction artificielle de l'humain est un nouveau front dans la guerre du pouvoir contre les sans-pouvoir.

8 – Il n'y a ni eugénisme citoyen, ni "transhumanisme démocratique". Toute critique partielle de la reproduction artificielle de l'humain sera digérée par les comités d'éthique, et servira à l'acceptation de l'inacceptable.

9 – La gauche techno-libérale – transhumanistes assumés ou non, inter-LGBT, philosophes postmodernes, cyber-féministes – entretient sciemment la confusion entre égalité et identité biologique, entre émancipation politique et abolition de la nature.

9 bis – Sous couvert du progrès, cette gauche nourrit un projet totalitaire : l'abolition, par re-création technologique, de tout ce qui naît.

10 – S'il reste à gauche des partisans de l'égalité et de l'émancipation, ils doivent prendre la parole, et dénoncer cette entreprise menée en leur nom. »

Du coup – Insultes, rumeurs et calomnies consécutives aux débats sur la PMA, Tomjo, octobre 2019 (brochure)

ICI, il s'agit moins d'une critique de la reproduction artificielle que celle des réactions qu'elle suscite dans certains milieux dits « radicaux ».

« Mises bout à bout, les petites choses des individus révèlent un milieu, ses fins et ses moyens. Voici quelques épisodes de mon passage dans ce qui s'auto-désigne noblement comme le "milieu radical". S'il s'agit bien d'un "milieu", par sa structure lâche et ses juges officieux, il fonctionne néanmoins comme un parti – supposément "libertaire", mais un parti quand même. S'il se prétend "radical", c'est pour son verbe haut, son esthétique et ses postures dèter (déterminées, ndr), son goût du coup de poing. Rarement pour ses idées. Le terme qui convient est donc "extrémiste". Quant aux idées, disons "libérales-libertaires". »

« La corporation des étudiants et des enseignants-chercheurs en sciences sociales a réalisé une OPA sur le "milieu radical". [...] Ce milieu a imposé ses éléments de langage et donc sa manière de comprendre le monde et d'agir dessus. Par l'entremise de sa novlangue, la critique de l'appropriation marchande et du capitalisme, des pouvoirs constitués et réels de l'État, de sa bureaucratie, de sa médecine, de sa science, a disparu. »

« Il devient interdit de discuter des contributions d'un "certain féminisme", même avec tous les guillemets possibles et la voix la plus liquoreuse, à la perpétuation d'un monde de marchandises. [...] Ce mouvement va du "milieu radical" aux studios de France Inter en passant par les bureaux du minis-

tère de Marlène Schiappa et bien évidemment... l'Université. [...] Le discours dominant, celui produit par la Recherche d'État, est techno-féministe. »

« La lutte contre les dominations et les discriminations est donc l'ultime déchet du réformisme. Il réclame l'accès de tous et toutes aux postes de pouvoir et aux marchandises, même les plus aliénantes. Ce féminisme de « marcheuse » n'invite pas les femmes ou les homos à changer la société, mais à y réussir. Reddition contre laquelle, à une autre époque, l'écoféministe Françoise d'Eaubonne, fondatrice du MLF et du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), aurait répondu : "Nous n'allons pas intégrer la société, nous allons la désintégrer !" »

Poètes contant pour rien

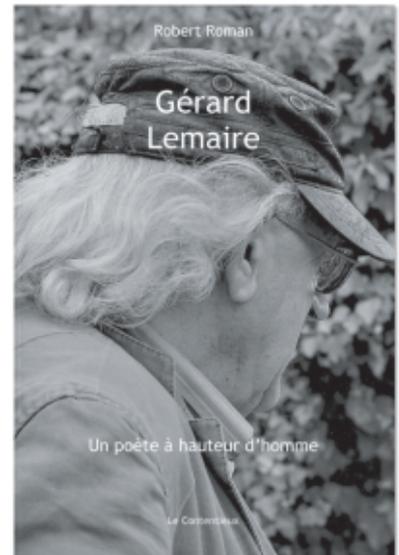
Gérard Lemaire (1942 - 2016)

« *Saisir au vol l'indifférence du monde, sa triste barbarie.
Voilà l'objet et le sujet de mes poèmes.* »

Né à Saint-Quentin, dans l'Aisne, le 1^{er} novembre 1942, Gérard Lemaire exerça durant sa vie professionnelle une dizaine de métiers en tant qu'ouvrier spécialisé. Parallèlement, et presque comme un vagabond, il voyagea en Israël, en Amérique latine, au Canada, au Portugal, en Espagne ainsi qu'en Afrique du nord.

Très tôt, Gérard Lemaire découvrit l'écriture et il y consacra une autre partie de son existence. Révolté face à l'injustice sociale, il croyait en la révolution par le biais du poème ; à la poésie sauvant l'esclave.

À lire : Gérard Lemaire, un poète à hauteur d'homme. *Biographie anthologique (poèmes, photos, témoignage et correspondance) composée par Robert Roman aux éditions du Contentieux (7, rue des Gardenias, 31100 Toulouse).*



Je m'avance les mains vides
Sans savoir où aller

Sans rien voir
Qu'une ombre dorée

Qui s'enfuit dans la neige
Portée par la tempête

Elle perd même ses vêtements
La voilà nue et blanche

Et puis je ne sais plus
C'est à moi de fuir l'écran

Mes mains voudraient chanter
Un hymne encore à vivre

Je le donne au pur vagabond
À celui qui ne demande rien

Si personne ne te tend la main
N'oublie pas le vent soufflant sur ton ombre

Ce peu de choses est aussi un torrent
Laisse-le venir couler dans tes paumes

Cette légèreté flotte n'importe où dans les airs
Elle t'appartient sans faire de bruit

Si personne ne vient vers les pas inconnus
Si l'accablement te poursuit sans que tu saches pourquoi

Trouve une croûte de pain sur ta table
Lance-la au diable pour jongler avec

Ce vent sera le plus merveilleux ami
Tu peux le gifler l'envoyer promener d'un geste

Il ne se laisse enfermer par aucune trappe
Le vent n'existe que si tu bats des mains

N'accepte pas d'être là sans savoir pourquoi
Même en flânant
Et moi qui ne sait rien de plus
Que m'attarder
Qui voudrait n'exister que dans la courbe musicale
Oh s'envoler
Pourquoi les grues savent-elles la direction du Nord
Même la nuit elles tracent leur jet
Elles remplissent les cieux d'un bout à l'autre
Suivons-les dans leur migration si haute
Elles marchent sur l'eau en plein ciel
Ces ailes ne peuvent s'arrêter de battre
Et toi tu t'interroges encore
Tu veux voir l'image d'après – au-delà du chemin
Ou défricher le but
Dans l'inachèvement
Mais tu as été trompé
Tu n'as jamais existé nulle part
Voilà ce que crient les grues en passant au-dessus de toi
Sur toute la largeur du ciel
Voilà où naît ton écriture de malheur

L'aube serait belle
Sans la plainte

Sans ceux que l'on a fusillés
Quand le jour se lève

Sans ceux écartés
Contre toute raison de justice

La vérité ne peut pas rencontrer
La philosophie

Cette dimension ici et là
Traverse le cancer de toutes les gorges

Sous l'eau froide du lac
Grouille une vermine étincelante

Parler avec si peu
Pour ceux qui seraient beaucoup



Au fabuleux destin

café-spectacle à la p'tite semaine

6, rue Cerclier, à Aubusson, du jeudi au samedi à partir de 18 heures, spectacle à 20 heures
Extraits du programme de novembre-décembre

Les jeudis, le bar est ouvert de 18 à 21 heures : boissons, soupe, tartines, prêt de livres... Profitez-en pour visiter en novembre l'exposition de Lou Salamon « Utopia » et en décembre celle de Sophie de Sedouy.

Jeudi 14 novembre 20h : France Nature Environnement Creuse. Présentation de cette nouvelle association de défense de l'environnement en Creuse, affiliée à Limousin Nature Environnement et à France Nature Environnement. Ses axes d'intervention sont les suivants : stopper les causes d'érosion de la biodiversité et la surexploitation des ressources ; protéger l'homme et participer à la vie démocratique ; changer de modèle de développement.

Vendredi 15 novembre 20h : Chroniques amères. Théâtre par Double zoo production. Henri Alexandre (texte) et Simon Zaderatsky (son).

Samedi 16 novembre 20h : Deux spectacles : Frédérique et Valéry. Concert conférence sur le recyclage de chansons d'amour populaires avec Frédérique (voix et synthétiseur) et Valéry (voix)

Éducation nationale. Duo chansons françaises électro.
Dimanche 17 novembre 14-17h : Atelier broderie.

Jeudi 21 novembre 20h : Soirée Amnesty International. Comme chaque année, les groupes Amnesty International et Solidarité Laïque de la Creuse se mobilisent pour présenter deux expositions d'art à Guéret et Aubusson. L'exposition d'Aubusson aura lieu du 22 au 30 novembre inclus, à la bourse du travail.

Une trentaine d'artistes a réalisé des œuvres sur « S'engager – avancer ». Deux ou trois intervenants parleront de leur engagement en accueil de personnes réfugiées, en politique locale et en protection de l'environnement.

Vendredi 22 novembre 20h : Veillée chantée. Scène ouverte.

Samedi 23 novembre 20h : Wayruru. Concert de musique bolivienne. Pedro Condori, Paloma Andrade au bombo et Inès Bauwens au siku.

Dimanche 24 novembre 14-17h : Atelier broderie.

Jeudi 28 novembre 19h : Réunion mensuelle des bénévoles.

Vendredi 29 novembre 20h : Dans quel pays voulons-nous vivre ? Projets nuisibles et chemins de traverse. Soirée débat proposée par Stopmines23 et Creuse-Citron.

Samedi 30 novembre 20 h : 13 à 14. Concert de jeunes lycéens. Avec Jeanne (violin, chant, percussions), Garance (guitare, chant), Lou (flûte, chant, percussions), Hugues (batterie) et Léon (basse, piano, chant).

Dimanche 1^{er} décembre 14-17h : Atelier broderie.

Vendredi 6 décembre 20h : Un voyage en terre promise (3^e partie). Conférence par Ehud Troim.

Samedi 7 décembre : 10h-17h30 : Atelier couture.

20h : Balazik. Concert. Trio composé de Jérémy au violon, Alain au piano et Laurette au chant...

Dimanche 8 décembre 14-17h : Atelier broderie.

Vendredi 13 décembre 20h : Sac à malice. Scène ouverte.

Samedi 14 décembre 20h : De balades en ballades. Concert de Dominique Patris.

Dimanche 15 décembre 9h45-18h : Atelier de pratique du chant polyphonique.

Mardi 17 décembre 20h : Les balbutiements de Woyzeck.

Théâtre, par les élèves du lycée Jamot. Avec Lino Benhaiem-Dacasa-Cortes, Lou Bommelaer, Théo Da Silva, Hugues Foulmer, Charles Fournel, Amber Nockolds, Lisa Pouchol, Vincent Pouchol, Nina Riffaud.

Jeudi 19 décembre 19h : Réunion mensuelle des bénévoles.

Vendredi 20 décembre 20h : Discussion zéro déchet zéro gaspillage.

Samedi 21 décembre : Pour fêter le solstice d'hiver, l'association Le Pain des oiseaux propose une soirée en deux temps :

17h : Pour les curieuses, les rêveurs, les bricoleuses rendez-vous pour fabriquer le Bonhomme Hiver. Effigie de bois, de paille ou de tout ce qu'on voudra, il brûlera plus tard, pour Carnaval par exemple, quand il sera temps de pousser l'hiver dehors.

20h : veillée. Il y aura du pain de fête, de la soupe, des chants, quelques contes sans doute et d'autres choses aussi. Un soir pour faire feu de tout bois, une veillée faite de ce que chacun y apportera.

**Le n° 10 de Casse-rôles
vient de sortir :**



Acactivités à Limoges



Présentées par le Centre international de recherches sur l'anarchisme, CIRA Limousin :

Samedi 23 novembre, Femmes et anarchie, rencontre organisée par Angèle..

Jeudi 28 novembre, 20 h 30 : Le rôle des tribunaux arbitraux dans les accords internationaux, par Jean-Paul Bouzonie, organisé par ATTAC, ADT, etc.

Ateliers EAGR (Espace associatif Gilbert Roth), 64, avenue de la Révolution. Limoges.

Permanence : jeudi 14-17 heures (06 58 92 62 38).

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi sont de plus de 1,60 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

4 numéros (1 an) = 6,50 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

8 numéros (2 ans) = 13 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*. Adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

PÈLE - MÈLE



Soirée Amnesty International

Judi 21 novembre 20h

Au Fabuleux Destin à Aubusson

COMME CHAQUE ANNÉE, les groupes Amnesty International et Solidarité Laïque de la Creuse se mobilisent pour présenter deux expositions d'art à Guéret et Aubusson.

L'exposition d'Aubusson aura lieu du vendredi 22 au samedi 30 novembre inclus, à la Bourse du travail. Une trentaine d'artistes ont réalisé des œuvres sur le thème « S'engager – avancer ».

Le lancement de l'exposition se fera le jeudi 21 au Fabuleux Destin. Deux ou trois intervenants parleront de leur engagement en accueil de personnes réfugiées, en politique locale et en protection de l'environnement.

Dimanche 15 Décembre 2019

Salle des fêtes de Saint-Médard-la-Rochette

Auprès de nos arbres...

association de défense des biens communs, organise une journée consacrée aux questions forestières.

11 heures : Conférence de Thierry Thèvenin, herboriste-cueilleur.

14 h 30 : Projection du film *Le Temps des forêts* de François-Xavier Drouet, en présence du réalisateur, suivie d'une discussion.

Petite restauration et buvette sur place.



Auzances
Mercredi 20 novembre à 18h30
salle de la mairie

Parlons du compteur Linky et de comment y échapper.

Venez avec toutes vos questions.

Débat proposé par StopLinky23



Nous relayons, ci-dessous, un appel de Gilets jaunes de Corrèze et de Haute-Vienne.

DÉPÔT DE PLAINTE CONTRE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Samedi 23 novembre 14h00
Hôtel de Police de LIMOGES

L'économie de marché consiste en une guerre qui ne dit pas son nom, une guerre à l'origine même de beaucoup d'autres. Elle génère de nombreux et multiples troubles sociaux en nous plaçant en concurrence les uns contre les autres, interdisant le principe même de Fraternité. De par sa structure nécessitant l'obsolescence, la raréfaction et la destruction, elle est source de ravages écologiques rendant de plus en plus difficiles les conditions de vie sur notre planète.

Le monde en paix et respectueux de l'environnement que nous souhaitons implique que nous passions d'une économie concurrentielle et compétitive à une économie complémentaire et coopérative, une économie qui ne contraint plus mais qui permet, une économie où le bien-être prime sur la rentabilité, bref, une économie qui ne nécessite plus le sacrifice du vivant sur l'autel de la croissance.

Nous sommes les malgré-nous d'un jeu économique dont nous n'avons pas écrit les règles. Ces règles n'ont pas toujours été les mêmes et si des systèmes économiques ont précédé, alors d'autres peuvent succéder ! Et parce que les grands gagnants du jeu actuel ne changeront pas des règles qui leur profitent, il nous appartient d'écrire les règles d'un nouveau jeu, des règles compatibles avec les urgences sociales et écologiques, voire « civilisationnelles » devant lesquelles nous ne pouvons plus rester inactifs.

Par cette plainte, nous lançons un appel mondial pour l'

ARMISTICE ÉCONOMIQUE

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*
Au Fabuleux destin café-spectacle
Épicerie bio *Ethiquête*
Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*
Bénévent l'Abbaye : Bar *Le Père tranquille*
Bourgneuf : *Maison de la presse*
Boussac bourg : *Ferme Chauveix*
Théâtre d'Or, Les Martinats
Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*
Chambon-sur-Voueize : Bar *Le bistrot d'autrefois*
Coussac-Bonneval : *La tourmerie*
Dun-le-Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots
Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*
Cinéma *Alpha*

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*
Ressourcerie *Le Monde allant vers*
Café des enfants
Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*
Ressourcerie *Court-circuit*
Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*

Guéret :
Coop des champs, rue de Lavilatte
Bar de la Poste, rue Martinet
Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat
Jarnages : *L'Alzire*, café hôtel restaurant
La Souterraine : *Le Panier du coin*
Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte
CIRA, 64, rue de la Révolution

Montluçon :
Librairie *Le Talon d'Achille*, 8, pl. Notre-Dame
Librairie *La Gozette*, 4, rue Porte des forges
Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*
St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*
St-Junien-les-Combes : Lieu associatif *Comme une fleur sur la soupe*
St-Sulpice-le-Guérétois : *Le Caméléon café*, Claverolles
Sardent : Épicerie *Vival*
Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante *Le Temps des cerises*
et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creuse-citron@legtux.org
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.